



KPMG Audit
Parc Edonia, Bâtiment S
Rue de la Terre Victoria
CS 46806
35768 Saint Grégoire Cedex
France



24, place d'Avesnières
BP 40602
53006 Laval Cedex
France

Séché Environnement S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2013
Séché Environnement S.A.
Les Hêtres - CS 20020- 53811 Changé Cedex 09
Ce rapport contient 77 pages
Référence : VB-141-103



KPMG Audit
Parc Edonia, Bâtiment S
Rue de la Terre Victoria
CS 46806
35768 Saint Grégoire Cedex
France



24, place d'Avesnières
BP 40602
53006 Laval Cedex
France

Séché Environnement S.A.

Siège social : Les Hêtres - CS 20020- 53811 Changé Cedex 09
Capital social : €1 726 974

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2013

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Séché Environnement S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Goodwill

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des goodwill selon les modalités décrites dans la note « Valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles » de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes « Valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles » des principes et méthodes comptables et « Goodwill » de l'annexe donnent une information appropriée. Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois des données prévisionnelles utilisées.

- Litige fiscal

Une des sociétés du groupe a fait l'objet d'un redressement fiscal au cours de l'exercice 2003 dans des conditions décrites en note « Litiges et faits exceptionnels » de l'annexe aux comptes consolidés. Compte tenu de l'évolution de la procédure judiciaire relative à ce litige et malgré la poursuite des procédures de contestation, Séché Environnement a provisionné l'intégralité des demandes de l'administration.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits :

- à examiner les motifs de ce redressement,
- à étudier l'avis d'experts justifiant les motifs de contestation auprès de l'administration,
- à étudier l'opinion du commissaire aux comptes de la filiale.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Séché Environnement S.A.
Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes consolidés
3 mars 2014

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Saint Grégoire, le 3 mars 2014

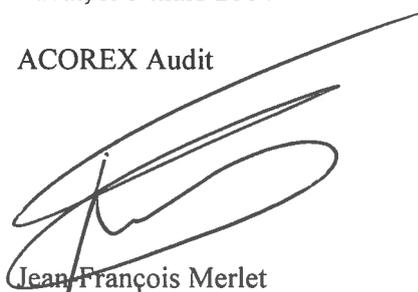
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



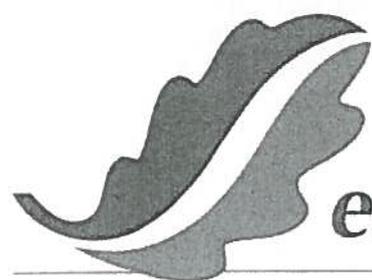
Vincent Broyé
Associé

Laval, le 3 mars 2014

ACOREX Audit



Jean-François Merlet
Associé



Séché
environnement

Séché global solutions

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
31 DECEMBRE 2013

1. Données financières

1.1. Les comptes consolidés au 31 décembre 2013

1.1.1. Etat de la situation financière consolidée

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	Note
	Retraité	Retraité		
Goodwill	212 875	228 150	227 604	1.1
Actif incorporel du domaine concédé	2 055	19 212	43 620	
Autres immobilisations incorporelles	6 914	6 480	11 328	1.2
Immobilisations corporelles	167 496	168 882	164 925	2.1
Participations dans les entreprises associées	552	434	753	3
Actifs financiers non courants	161 060	4 778	5 358	4
Instruments de couverture actifs non courants	/	/	/	4.3
Autres actifs non courants	1 291	2 105	1 501	4
Créance d'IS non courante	/	677	/	
Impôts différés actifs	14 995	55 965	48 617	6
ACTIFS NON COURANTS	567 238	486 683	503 707	
Stocks	9 732	10 502	10 894	
Clients et autres débiteurs	114 683	126 540	133 821	
Créances d'IS	2 572	12 593	2 171	
Actifs financiers courants	76	131	90	
Instruments de couverture actifs courants	/	/	/	4.3
Autres actifs courants	17 696	21 954	25 092	4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24 145	22 597	28 032	4.1.3
ACTIFS COURANTS	168 905	194 318	200 099	
Actifs destinés à être cédés	5 123	4 111	714	
TOTAL ACTIFS	741 266	685 111	704 520	
Capital	1 727	1 727	1 727	8
Prime d'émission	299 079	299 079	290 931	9
Réserves	38 651	37 726	(44 414)	10
Résultat (Part du groupe)	15 856	(82 377)	8 685	
Capitaux propres (Part du Groupe)	355 312	256 155	256 929	
Intérêts des participations ne donnant pas le contrôle	781	378	117	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	356 093	256 532	257 046	
Autres fonds propres	/	31	102	
Dettes financières non courantes	43 740	218 154	222 630	4.2.1
Instruments de couverture passifs non courants	3 491	3 307	1 773	4.3
Avantages du personnel	192	809	599	5.3
Impôt différé passif	14	/	/	6
Autres provisions non courantes	3 250	3 961	7 254	5
Autres passifs non courants	251	189	2 911	4.2.2
PASSIFS NON COURANTS	50 938	226 420	235 166	
Dettes financières courantes	172 899	28 000	30 788	4.2.1
Instruments de couverture passifs courants	304	744	155	4.3
Provisions courantes	15 883	9 872	8 842	5
Impôt exigible	218	904	294	
Autres passifs courants	143 950	162 123	171 413	4.2.2
PASSIFS COURANTS	333 255	201 643	211 491	
Passifs destinés à la vente	980	486	714	
TOTAL PASSIFS	741 266	685 111	704 520	

1.1.2. Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Note	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
Chiffre d'affaires	12	420 564	439 904	469 082
Autres produits de l'activité		6 090	5 247	4 294
Transfert de charges		3 373	2 163	1 469
Achats consommés		(63 501)	(64 604)	(73 340)
Charges externes		(145 052)	(170 426)	(186 065)
Impôts et taxes		(31 761)	(34 973)	(35 710)
Charges au titre des avantages du personnel		(93 214)	(98 503)	(101 119)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	13	96 499	78 808	78 610
Charges de réhabilitation/entretien site de traitement et actifs concédés		(6 735)	(8 805)	(10 574)
Autres charges opérationnelles nettes		(523)	(992)	(566)
Dotations nettes aux provisions	14.2	(856)	630	(2 729)
Dotations nettes aux amortissements	14.3	(31 497)	(32 363)	(32 084)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	14.1	56 888	37 278	32 658
Résultat sur cession d'immobilisations		(609)	325	5
Dépréciation des actifs		/	(395)	(191)
Effet des variations de périmètre		(891)	(1 025)	(413)
Autres produits et charges opérationnels		(682)	(7 282)	(255)
RESULTAT OPERATIONNEL	15	54 706	28 902	31 803
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		14 742	495	514
Coût de l'endettement financier brut		(7 371)	(10 739)	(12 015)
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		7 371	(10 244)	(11 501)
Autres produits financiers	16.2	8 739	502	557
Autres charges financières		(7 591)	(146 382)	(989)
RESULTAT FINANCIER	16.1	8 519	(156 124)	(11 933)
Impôts sur les résultats	17	(19 465)	54 029	(6 747)
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES		43 760	(73 193)	13 124
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		(28 326)	(9 606)	(556)
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		15 434	(82 799)	12 568
Résultat des activités abandonnées		250	26	(3 855)
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		15 684	(82 773)	8 713
<i>Dont Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle</i>		<i>(172)</i>	<i>(396)</i>	<i>28</i>
<i>Dont part des propriétaires de la société mère</i>		<i>15 856</i>	<i>(82 377)</i>	<i>8 685</i>
Résultat net par action		1,85€	(9,61€)	1,01€
Résultat net dilué par action		1,85€	(9,61€)	1,01€

1.1.3. Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	en milliers d'euros)	2011	2012	2013
Eléments qui ne seront pas retraités en résultat antérieurement (A)				
Ecart actuariels			(1 173)	(529)
Effet impôt			403	182
Sous-total (A)			(770)	(347)
Eléments qui seront retraités en résultat antérieurement (B)				
Ecart de conversion		(909)	(130)	(395)
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture		(1 279)	(459)	1 885
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		(221)	(179)	(205)
Quote-part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		(15 989)	(4 115)	/
Effet impôt		440	150	(661)
Sous-total (B)		(17 958)	(4 733)	624
<i>Sous-total gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>		<i>(17 958)</i>	<i>(5 503)</i>	<i>277</i>
<i>Résultat net de la période</i>		<i>15 684</i>	<i>(82 773)</i>	<i>8 713</i>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(2 274)	(88 276)	8 990
<i>Dont quote-part attribuable aux propriétaires de la société mère</i>		<i>(2 102)</i>	<i>(87 881)</i>	<i>8 962</i>
<i>Dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>		<i>(172)</i>	<i>(395)</i>	<i>28</i>

1.1.4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Total attribuable aux propriétaires de la maison mère	Total attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL des capitaux propres
	Note 8	Note 9		Note 10				
Situation nette au 31/12/10	1 727	299 078	(3 170)	114 369	(43 232)	368 772	955	369 727
Gains et pertes comptabilisés directement en KP					(17 958)	(17 958)		(17 958)
Résultat 31/12/11				15 856		15 856	(172)	15 684
Résultat net et gains et pertes directement comptabilisés en KP				15 856	(17 958)	(2 102)	(172)	(2 274)
Dividendes versés				(11 145)		(11 145)	(1)	(11 146)
Actions propres			(178)			(178)		(178)
Autres variations				(36)		(36)	(1)	(37)
Situation nette au 31/12/11	1 727	299 078	(3 348)	119 045	(61 190)	355 313	781	356 093
Gains et pertes comptabilisés directement en KP				1 234	(6 738)	(5 504)	1	(5 503)
Résultat 31/12/12				(82 377)		(82 377)	(396)	(82 773)
Résultat net et gains et pertes directement comptabilisés en KP				(81 143)	(6 738)	(87 881)	(395)	(88 276)
Dividendes versés				(11 140)		(11 140)	(10)	(11 150)
Actions propres			19			19		19
Autres variations				(156)		(156)	3	(153)
Situation nette au 31/12/12	1 727	299 078	(3 329)	26 606	(67 928)	256 154	378	256 532
Gains et pertes comptabilisés directement en KP				(60 535)	60 812	277		277
Résultat 31/12/13				8 685		8 685	28	8 713
Résultat net et gains et pertes directement comptabilisés en KP				(51 850)	60 812	8 962	28	8 990
Dividendes versés		(8 148)				(8 148)	(29)	(8 177)
Actions propres			(108)			(108)		(108)
Autres variations				69		69	(260)	(191)
Situation nette au 31/12/13	1 727	290 931	(3 437)	(25 175)	(7 116)	256 929	117	257 046

1.1.5. Tableau de flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'euros)	2011	2012	2013
	Retraité	Retraité	
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	43 760	(73 193)	13 124
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et/ou non liés à l'activité :</i>			
- Amortissements et provisions	23 050	199 649	(276 522)
- Plus-values de cessions	7 404	(313)	324 198
- Impôts différés	2 692	(54 533)	6 352
- Autres produits et charges calculés	206	30	(114)
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	77 112	71 640	67 286
Impôt Société	16 773	504	395
Coût de l'endettement financier brut net des placements long terme	(7 326)	(5 402)	(1 659)
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT avant impôts et frais financiers	86 560	66 743	66 023
Variation du besoin en fonds de roulement	10 605	(3 866)	(911)
Impôts décaissés	(23 560)	(10 569)	11 093
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR LES ACTIVITES OPERATIONNELLES (A)	73 605	52 307	76 204
Investissements corporels et incorporels	(50 911)	(43 586)	(56 978)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 607	2 648	2 083
Décaissements sur investissements financiers	(427)	(776)	(1 271)
Encaissements sur investissements financiers	335	101	172
Trésorerie nette sur acquisitions de filiales	(224)	(16 319)	(239)
Trésorerie nette sur cessions de filiales	/	/	120
FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	(49 619)	(57 933)	(56 113)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(11 145)	(11 140)	(8 148)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(1)	(10)	(29)
Augmentations de capital en numéraire	/	/	/
Mouvements sur actions propres	(333)	37	(31)
Variation des autres fonds propres	2	/	/
Emissions d'emprunts	21 643	206 563	32 780
Remboursements d'emprunts	(46 066)	(176 141)	(27 485)
Intérêts décaissés	(6 854)	(14 986)	(11 359)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	(42 755)	4 322	(14 271)
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES POURSUIVIES (A) + (B) + (C)	(18 770)	(1 303)	5 820
FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES ABANDONNEES	44	(129)	(241)
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE	(18 725)	(1 433)	5 579
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	42 849	24 005	22 516
<i>Dont Trésorerie à l'ouverture des activités poursuivies</i>	<i>42 282</i>	<i>23 464</i>	<i>22 062</i>
<i>Dont Trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées</i>	<i>567</i>	<i>541</i>	<i>454</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	24 005	22 516	27 733
<i>Dont Trésorerie à la clôture des activités poursuivies (1)</i>	<i>23 464</i>	<i>22 062</i>	<i>27 527</i>
<i>Dont Trésorerie à la clôture des activités abandonnées</i>	<i>541</i>	<i>454</i>	<i>205</i>
Incidence des variations de cours des devises	(118)	(56)	(362)
<i>Dont Variation des taux de change des activités poursuivies</i>	<i>(47)</i>	<i>(99)</i>	<i>(355)</i>
<i>Dont Variation des taux de change des activités abandonnées</i>	<i>(71)</i>	<i>42</i>	<i>(8)</i>
(1) dont :			
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie active</i>	<i>24 145</i>	<i>22 597</i>	<i>28 032</i>
<i>Concours bancaires courants (dettes financières courantes)</i>	<i>(681)</i>	<i>(534)</i>	<i>(505)</i>

1.1.6. Annexes aux comptes consolidés annuels 2013

1.1.6.1. Principes et méthodes comptables

Point 1 - Référentiel comptable

Depuis le 1er janvier 2005, les états financiers consolidés du Groupe sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au travers du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, portant homologation du référentiel IFRS.

Pour l'élaboration des états financiers au 31 décembre 2013 le Groupe a appliqué les normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1er janvier 2013, à savoir :

- Amendements à IAS1 « présentation des autres éléments du résultat global » et amendements à IAS 19 « avantages du personnel ». Ces deux normes avaient été appliquées par anticipation par le Groupe dès l'élaboration des états financiers annuels 2012 ;
- Amendements IFRS 7 « informations à fournir : compensation d'actifs financiers et de passifs financiers » ;
- « annual improvements » ;
- IFRS 13 « évaluation à la juste valeur ».

Par ailleurs, le groupe Séché a décidé d'anticiper l'application des normes IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12, IAS 27R et IAS 28R ainsi que leurs amendements. L'impact de l'application de ces normes est présenté au point 7.2 ci-dessous.

A l'exception des normes précitées, le Groupe n'a procédé à aucune autre application par anticipation de normes dont la date d'application est postérieure au 1er janvier 2013 mais dont l'application anticipée était possible à savoir les amendements IAS32 « instruments financiers : présentation – compensation d'actifs financiers et de passifs financiers ». L'application anticipée de ces normes n'aurait pas eu d'impact significatif sur les  tats financiers du Groupe.

Les  tats financiers ont été arrêtés par le Conseil d'administration de Séché Environnement le 28 février 2014. Ils seront soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée générale. Ils sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proche. Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations. Les estimations réalisées par le Groupe portent principalement sur la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles, l'évaluation des provisions (notamment les provisions pour avantage au personnel). Les hypothèses clés retenues par la direction pour l'estimation des valeurs recouvrables des immobilisations corporelles et incorporelles sont précisées au point 10.4 des présentes annexes. Celles retenues par la direction pour l'estimation des provisions pour avantage au personnel sont précisées au point 16.4 des présentes annexes.

Les principes comptables dans les notes suivantes ont été appliqués pour l'établissement des comptes au 31 décembre 2013.

Point 2 - Périmètre et méthode d'intégration

Le périmètre de consolidation de Séché Environnement comprend, outre la Société mère consolidante Séché Environnement SA, toutes les entreprises qu'elle contrôle, directement ou indirectement, de manière exclusive, conjointe, ou sur laquelle elle exerce une influence notable, et ce, quelle que soit leur forme juridique. Les filiales sont consolidées à compter de la date de prise de contrôle jusqu'à la date de perte de contrôle. Pour apprécier le contrôle et conformément aux dispositions d'IAS27, les droits de vote potentiels attachés à des instruments financiers pouvant, s'ils étaient exercés, donner un droit de vote à Séché Environnement ou à ses filiales, sont pris en considération.

Les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale : selon les dispositions d'IFRS10, que le groupe applique de façon anticipée à compter du 1^{er} janvier 2013, le contrôle se détermine au regard de la capacité du Groupe à exercer le pouvoir sur les entités concernées de manière à influencer sur les rendements variables auxquels il est exposé ou a droit en raison de ses liens avec elles.

Conformément à IFRS11, que le Groupe applique de façon anticipée à compter du 1^{er} janvier 2013, ce dernier classe ses intérêts dans des partenariats, soit en tant qu'activité conjointe soit en tant que co-entreprise en fonction de ses droits sur les actifs et ses obligations au titre des passifs, relatifs au partenariat. Lors de cette évaluation, le Groupe prend en compte la structure du partenariat, la forme juridique du véhicule distinct, les stipulations contractuelles et le cas échéant d'autres faits et circonstances. A l'examen de ces nouvelles dispositions, il apparaît que le Groupe ne dispose que de co-entreprises. En conséquence, ces dernières sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence, conformément aux prescriptions d'IFRS11.

Point 3 – Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante des activités du Groupe dont les activités et flux de trésorerie sont clairement distincts du reste du Groupe et qui :

- Représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte ;
- Fait partie d'un plan unique et coordonné visant à céder une ligne d'activité principale ou une zone géographique principale et distincte, ou
- Est une filiale acquise exclusivement à des fins de revente.

Le classement comme activité abandonnée a lieu au moment de la cession ou à une date antérieure lorsque l'activité satisfait aux critères pour être classée comme détenue en vue de la vente (à savoir que le Groupe d'actifs concerné est disponible pour une vente immédiate en son état actuel et que la cession est hautement probable). Ce classement consiste à comptabiliser :

- L'ensemble des actifs d'une part, l'ensemble des passifs d'autre part, portés par cette activité, sur une ligne distincte en pied de bilan, séparés des autres actifs et passifs concernant les activités poursuivies ;
- L'ensemble des composantes du résultat de cette activité, sur une ligne distincte du compte de résultat, séparément du résultat des activités poursuivies.

Lorsqu'une activité est classée en activité abandonnée, l'état du résultat global comparatif est retraité comme si l'activité avait satisfait aux critères d'une activité abandonnée à compter de l'ouverture de la période comparative.

Point 4 - Opérations majeures et comparabilité

Point 4.1 – Opérations majeures : acquisition / cession de filiales

HIME

En 2007, l'engagement de Séché Environnement sur HIME s'était traduit par :

- Une montée au capital de la société HIME à hauteur de 33% (2007) ;
- Une souscription, en 2007, à hauteur de 33% à l'émission, par HIME, d'obligations convertibles en actions :
- L'obtention, auprès de la Caisse des dépôts, d'une option d'achat portant sur 18% du capital de HIME, exerçable du 27 mai 2008 au 26 mai 2012.

Au 31 décembre 2012, compte tenu de la situation dans laquelle se trouvait HIME (bris de covenants et restructuration bancaire en cours), Séché Environnement avait provisionné l'intégralité de la valeur résiduelle de ses actifs relatifs à l'investissement dans HIME.

Le 30 juin 2013 a été signé un protocole de conciliation entre les actionnaires de HIME et leurs banques créancières. Aux termes de ce protocole, homologué par le Tribunal de commerce de Versailles le 26 juillet 2013, Séché Environnement s'est engagé à céder pour une somme symbolique l'ensemble de son engagement dans HIME (titres et obligations). La cession est intervenue le 8 octobre 2013. L'engagement du Groupe Séché dans HIME ayant fait l'objet d'un provisionnement intégral dans les comptes 2012, cette cession est sans effet sur les comptes 2013. L'impact de HIME dans les comptes des exercices antérieurs (2012 et 2011) est limité à la ligne « quote-part du résultat des entreprises associées » et au résultat financier.

De fait, les comptes de l'exercice 2012 et 2011 n'ont pas été retraités au titre de cette opération.

AUTRES OPERATIONS

L'année 2012 avait été marquée par l'acquisition de la société TREE (au 1^{er} octobre 2012). Celle-ci ne représentant, en année pleine, pas plus de 5% du total bilan ni plus de 5% du résultat opérationnel.

De fait, les comptes de l'exercice 2012 et 2011 n'ont pas été retraités au titre de cette opération.

Point 4.2 – application anticipée de normes

Le Groupe a appliqué de façon anticipée, au 1er janvier 2013, le package de normes IFRS10 « états financiers consolidés », IFRS 11 « partenariats », IFRS 12 « informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », IAS27R « états financiers individuels » et IAS28R « participation dans des entreprises et des co-entreprises ». L'impact sur les comptes du Groupe porte sur le changement de méthode d'intégration des sociétés GEREP et SOGAD (antérieurement intégrées respectivement en intégration globale et en intégration proportionnelle). L'application des critères prévus par IFRS10 et IFRS11 pour les partenariats nous conduit à appliquer, pour ces deux sociétés, à compter du 1er janvier 2013 la méthode de la mise en équivalence. L'application rétroactive de cette norme aurait conduit à retraiter :

- en 2012, le CA de – 4,9 M€, l'EBE de -7 K€ et le ROC de + 0,6 M€ ;
- en 2011, le CA de -5,4 M€, l'EBE de -0,6 M€ et le ROC de +14 K€ ;

Compte tenu du caractère non significatif sur l'information financière présentée, les comptes de résultat 2011 et 2012 retraités ne sont pas présentés.

Point 4.3 – Opérations majeures : activités abandonnées

Au cours de l'année 2013, suite aux difficultés administratives récurrentes rencontrées par le Groupe en Hongrie – difficultés entravant la bonne marche des activités menées par le Groupe - ce dernier a pris la décision de céder ses activités sur cette zone géographique. Le Conseil d'administration de Séché Environnement s'est prononcé pour la mise en vente de la société. Le Groupe a donc initié la cession de la société Hungaropéc porteuse desdites activités, avec l'appui d'un mandataire local.

Cette cession, dans la mesure où elle représente la cession d'une ligne d'activité distincte exercée sur une région géographique déterminée, entre dans le champ d'application de la norme IFRS 5. A ce titre :

- les actifs et les passifs de cette activité ont été reclassés en actifs et passifs destinés à la vente ;
- les résultats de cette activité ont été isolés sur une ligne spécifique du compte de résultat « résultat des activités abandonnées » ;
- les flux de trésorerie de cette activité ont été détaillés dans le tableau de flux de trésorerie.

A des fins de comparabilité, et en application des dispositions d'IFRS 5, les états financiers comparatifs 2012 et 2011 ont été retraités selon les mêmes principes :

- Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités sont présentés au point 1.6.3.13 des présentes annexes ;
- Les informations requises au titre d'IFRS5.33 sur les activités abandonnées sont présentées au point 1.6.3.14 des présentes annexes.

Point 4.4 – comparabilité

Par ailleurs, à compter du 01 janvier 2013, le décalage temporel existant entre l'engagement des dépenses de réhabilitation de site et les dépenses réellement engagées est comptabilisé sous forme de charges à payer, en passif courant et non plus sous forme de provisions courantes.

A des fins de comparabilité, les états financiers comparatifs 2012 et 2011 ont été retraités selon les mêmes principes. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités sont présentés au point 1.6.3.13 des présentes annexes.

Point 5 - Méthode de conversion

La monnaie de présentation des comptes consolidés de Séché Environnement est l'euro.

Point 6 - Traduction des opérations en devises

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros au taux de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture des comptes, les actifs et passifs libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à cette date. Les écarts de change résultant de cette conversion sont portés en compte de résultat.

Une avance en compte courant auprès d'une filiale partie intégrante du Groupe dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible constitue une part de l'investissement net du Groupe dans cette activité à l'étranger. A ce titre, et en application d'IAS21, les écarts de change provenant de ces avances sont enregistrés directement dans les capitaux propres (en écart de conversion). Ils sont comptabilisés en résultat lors de la sortie de l'investissement net.

Point 7 - Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères sont tenus dans la monnaie de fonctionnement de chaque filiale.

Les postes de bilan sont convertis, dans les comptes consolidés du Groupe, sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat, ainsi que le tableau flux de trésorerie sont convertis sur la base des taux moyens de l'exercice.

Les écarts de conversion constatés tant sur les éléments du bilan (variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de clôture de l'exercice en cours) que sur le résultat (variation entre les cours moyens et ceux de clôture de l'exercice) sont portés :

- pour la part revenant au Groupe dans les capitaux propres consolidés où ils figurent sur la ligne "écart de conversion" ;
- pour la part des tiers, en poste "intérêts minoritaires".

Point 8 – Information sectorielle

Le PDO (principal décideur opérationnel) dispose de données chiffrées par entité juridique. Les entités juridiques réalisent, indifféremment, des prestations de traitement de déchets de type DD (déchets dangereux) ou DND (déchets non dangereux), auprès d'une clientèle très diversifiée (collectivité et/ou industriel), dans des installations diverses, dans un cadre réglementaire unique, principalement en France.

A chaque typologie de déchet ne correspond pas une typologie de clientèle ni même une typologie de traitement. A chaque entité juridique ne correspond pas spécifiquement une typologie de déchets, de traitement ou de clientèle. Les offres faites par le Groupe à ses clients intègrent cette diversité dans la nature des déchets et dans les filières. L'intégration constante des activités du Groupe ne fait que renforcer cet état de fait.

De fait, l'évaluation des performances et l'allocation des ressources du Groupe réalisée par le PDO s'effectue sur la base d'une analyse d'indicateurs de performance non différenciés par entité juridique et présentant les mêmes caractéristiques économiques quelles que soient les entités juridiques.

Le Groupe considère donc agir sur un seul secteur, celui de la propreté.

Point 9 - Changement de méthode et d'estimation comptable

Point 9.1 – Changement de méthode comptable

Le Groupe n'a procédé à aucun changement dans les principes et méthodes comptables appliqués, à noter l'application anticipée du package de normes IFRS10, IFRS11 et IFRS12 (dont l'impact sur les comptes du Groupe est précisé au point 4.2 ci-dessus).

Point 9.2 – Changement d'estimation comptable

Le Groupe n'a procédé à aucun changement d'estimation comptable.

Point 10 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Point 10.1 - Goodwill

Le Goodwill représente l'excédent du coût d'une acquisition sur la part acquise par le Groupe dans la juste valeur des actifs nets, des passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité à la date d'acquisition. Des corrections ou ajustements peuvent être apportés à la juste valeur des actifs et passifs acquis dans les 12 mois qui suivent l'acquisition. Il en résulte alors une correction rétrospective du goodwill.

Dans le cas où la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables comptabilisés est supérieure au coût d'une acquisition, la différence est immédiatement reconnue en résultat.

Les acquisitions complémentaires de titres d'une filiale antérieurement déjà consolidée selon la méthode de l'intégration globale ne donnent pas lieu à constatation d'un goodwill complémentaire, ces opérations étant considérées comme des transactions entre actionnaires devant être constatées au sein des capitaux propres.

Les goodwill font l'objet de tests de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable et sa valeur recouvrable est comptabilisée en charge opérationnelle sur la ligne « dépréciation d'actifs » et est irréversible.

Point 10.2 - Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe, comptabilisées à l'actif selon les dispositions d'IAS38, sont principalement composées :

- de potentiels ou de droits d'exploitation : ils sont représentatifs de la valeur payée pour un site du fait de ses qualités intrinsèques le rendant particulièrement utile à l'exploitation d'un site d'enfouissement ;
- de droit incorporel reconnu dans le cadre de l'application des dispositions d'IFRIC12 relatif aux contrats de concession de service public. Les immobilisations incorporelles reconnues à l'actif à ce titre représentent le droit du concessionnaire à facturer les usagers de service public.
- de frais de développement : ils correspondent aux études engagées relatives à l'innovation technologique, à l'amélioration de l'efficacité des installations, de la sécurité et de la protection de l'environnement. Ils font l'objet d'une comptabilisation à l'actif dès lors que les critères de reconnaissance tels

qu'édictees par IAS38 sont remplis.

- de brevets et de logiciels ;

Les immobilisations incorporelles à durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur dans les conditions décrites au point 10.4 de la présente note sur les principes comptables appliqués.

Point 10.3 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût historique d'acquisition, de production ou d'entrée dans le Groupe des composants qui les constituent, sous déduction des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées. Lorsque les composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

La valeur comptable des immobilisations corporelles ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité de chaque composant de l'immobilisation.

L'amortissement est pratiqué sur la base de la valeur comptable, nette le cas échéant d'une valeur résiduelle.

Immobilisations	Durée d'amortissement pratiquée (en années)
Constructions	10 à 25 ans
Installations complexes	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location financement font l'objet, conformément à IAS17, du retraitement des biens à l'actif du bilan et de la constatation en dettes financières des montants restant à payer au titre de la valeur d'origine de ces actifs :

- les actifs ainsi immobilisés font l'objet d'un amortissement sur la durée et le mode des biens équivalents détenus en propre par les sociétés consolidées. Toutefois, lorsque le contrat ne prévoit pas de façon certaine ou hautement probable, au terme, le transfert de propriété du bien, l'amortissement est constaté sur la plus courte des deux périodes suivantes : la durée du contrat ou la durée d'utilité du bien ;

- la dette constatée est amortie selon un plan déterminant la charge d'intérêt au titre d'une période sur la base du taux implicite du contrat appliqué au capital restant dû en début de période ;
- les impôts différés induits par ce retraitement font l'objet d'une reconnaissance dans les comptes du Groupe conformément aux principes de reconnaissance des impôts différés précisés au point 18 de la présente note sur les principes comptables appliqués ;

Point 10.4 - Valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles

Les actifs immobilisés incorporels et corporels doivent faire l'objet de tests de perte de valeur dans certaines circonstances :

- pour les immobilisations incorporelles dont la durée de vie est indéfinie et les immobilisations incorporelles en cours, un test est réalisé au moins une fois par an ;
- pour les autres immobilisations, un test est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les immobilisations (incorporelles et corporelles) soumises aux tests de perte de valeur sont regroupées au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT), correspondant à des ensembles homogènes dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendants. En raison de l'intégration sans cesse croissante des métiers du Groupe, du développement de l'offre globale et par voie de conséquence des opérations et flux intragroupes, Séché Environnement estimait pertinent de considérer que son périmètre d'activité était constitué de deux UGT : L'une France, l'autre International. Toutefois, l'interdépendance des flux sur l'UGT international se trouve pénalisée par une réglementation sans cesse plus contraignante, compliquant les flux transfrontaliers entre les pays dans lesquels opère le Groupe. De fait, il est désormais apparu pertinent de scinder l'UGT international en 5 UGT, représentant les 5 pays dans lesquels le Groupe opère : Espagne, Mexique, Argentine, Hongrie et Allemagne.

Le goodwill affecté à l'UGT international a été réaffecté à l'UGT Espagne et l'UGT Allemagne, à la valeur initiale à laquelle il avait été comptabilisé lors de l'entrée dans le périmètre de ces zones géographiques. La dépréciation du Goodwill qui avait été constatée sur les sociétés espagnoles avant l'entrée en vigueur des normes IFRS a été intégralement affectée à l'UGT Espagne.

Aucun goodwill n'est porté par les UGT Mexique, Argentine et Hongrie.

Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. La valeur recouvrable correspond à la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de vente.

La valeur d'utilité est déterminée sur la base d'une actualisation des flux de trésorerie prévisionnels. Il est précisé que :

- les flux prévisionnels de trésorerie sont calculés à partir des business plans consolidés de chaque UGT couvrant 3 exercices (hors l'exercice en cours) et les années 4 et 5 sont projetées à l'identique de l'année 3. Les business plan précédemment mentionnés sont réalisés selon les mêmes principes que ceux appliqués au processus budgétaire, c'est-à-dire établis sur la base de la meilleure connaissance possible des opérationnels de l'expérience passée, des évolutions des marchés et des techniques, et font l'objet d'une revue par la direction du Groupe pour en assurer la cohérence avec la stratégie suivie et la politique d'investissement en découlant ;
- une valeur terminale est déterminée sur la sixième année, extrapolant le flux de l'année 5 sur la base d'un taux de croissance à l'infini de 1,56%. En 2012, le taux de croissance à l'infini retenu était de 1,60% ;
- le taux d'actualisation retenu pour 2013 est de 6,51%. En 2012, il était de 6,62% et en 2011 de 7,06%. Le taux retenu reflète les appréciations actuelles du marché sur le coût moyen du capital. Le choix d'un taux d'actualisation unique se justifie par le fait que les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée sont portés à quasi 100% par des sociétés de la zone Europe qui elles-mêmes exercent leur activité quasi-exclusivement en zone Europe. Ce taux d'actualisation est un taux après impôt appliqué à des flux de trésorerie après impôt. Son utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie hors effet impôt (comme recommandé par la norme IAS 36).

Les pertes de valeur relatives au goodwill ne sont pas réversibles et sont comptabilisées dans le résultat opérationnel sur la ligne « dépréciation d'actifs ». Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles sont réversibles et sont également comptabilisées dans le résultat opérationnel sur la ligne « dépréciation d'actifs ».

La réaffectation des UGT opérée en 2013, si elle avait été appliquée depuis l'origine, aurait été sans conséquence sur la valeur recouvrable des goodwill tels qu'ils ont été constatés dans les comptes.

Point 11 – Contrat de concession

Le Groupe développe la part de ses activités de délégataire de service public. Les contrats concernés sont à ce jour portés par les sociétés Béarn Environnement, Sénerval, Séché Eco-industries, Alcéa et Valaudia.

Ils prévoient, moyennant rémunération, le transfert par les concédants du droit d'exploiter des installations dédiées.

- Ces installations sont, soit mises à la disposition du concédant à titre gratuit et éventuellement améliorées par le concessionnaire sur la durée du contrat, soit construites puis exploitées par le concessionnaire ;
- L'utilisation des actifs se fait en priorité au profit des activités apportées par les autorités concédantes (sans garantie de tonnages ou de rémunération minimum). Les contrats prévoient également les conditions d'intéressement et/ou d'indemnisation de la collectivité aux résultats dégagés sur l'activité apportée par les autres usagers du service ;
- Les contrats prévoient, aux termes de ces derniers, les conditions de transfert, à la collectivité, de ces installations concédées ;
- La rémunération des prestations est soumise à révision via des clauses de révision de prix en fonction le plus souvent de l'évolution d'indices industriels. Lorsque les rémunérations des prestations de construction sont nettement identifiées et indépendantes de l'utilisation de l'actif, les clauses de révisions portant sur ces rémunérations sont étroitement corrélées à l'évolution du coût de financement des constructions ;
- Ces contrats prévoient également une obligation d'entretien et de réparation des actifs concédés.

Ces contrats de concession sont comptabilisés selon les dispositions de l'interprétation « IFRIC12 – concession de services publics », publiée en novembre 2006 et d'application obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2010 :

- Les infrastructures reçues à titre gratuit du concédant ne sont pas inscrites à l'actif du bilan ;
- Le droit d'exploiter les infrastructures est reconnu au bilan, soit en actif financier si l'analyse du contrat conclut que le concessionnaire dispose d'un droit inconditionnel de recevoir de la trésorerie de la part du concédant, soit en actif incorporel si l'analyse du contrat conduit à considérer que ce droit s'apparente au droit accordé par le concédant de facturer les utilisateurs du service public. Les actifs incorporels reconnus dans ce cadre sont amortis linéairement sur la durée d'utilité des infrastructures générant ce droit ;

- Les prestations de construction ou d'amélioration des installations existantes sont comptabilisées, pour leur juste valeur, en résultat, selon les dispositions d'IAS11 et les prestations d'exploitation sont comptabilisées selon les dispositions d'IAS18 comme mentionné dans le point 19 - «comptabilisation des produits» de la présente note ;
- Les dépenses d'entretien et de réparation sont comptabilisées en charges. Elles font l'objet d'une comptabilisation en charges à payer lorsqu'il existe un décalage temporel entre l'engagement contractuel et la réalisation de ce dernier.

Les principales dispositions des différents contrats sont précisées ci-dessous :

contrat	type de prestation	durée	Clause de révision de prix	révision contractuel du contrat	option de renouvellement	option de résiliation
BEARN	construction	jusqu'en 2024		non	non	oui
	exploitation	jusqu'en 2024	annuel, selon indice			
SENEVAL	construction	jusqu'en 2030	mensuel, selon indice	quinquenal	non	oui - cas de manquement grave ou intérêt général
	exploitation					
OLERON	exploitation	jusqu'en 2013	annuel, selon indice	non	non	oui
ALCEA	exploitation	jusqu'en 2024	annuel, selon indice	non	non	oui
	construction					
VALAUDIA	construction	20 ans	mensuel, selon indice	quinquenal	non	oui - cas de manquement grave ou intérêt général
	exploitation					

S'agissant du contrat d'Oléron, la clause de reconduction d'un an a été appliquée. De fait le contrat court jusqu'à la fin de l'année 2014.

S'agissant de la société Valaudia, il est précisé que, le 9 décembre 2013, la Cour d'appel administratif de Marseille a confirmé la décision du tribunal administratif de Marseille du 3 décembre 2010 relativement à l'invalidité de l'attribution de la Délégation de service Public attribuée au Groupe Séché (Séché Eco-industries/Valaudia) et portant sur la construction et l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique dans le département de l'Aude. La collectivité et le Groupe Séché ont décidé de se pourvoir en cassation de cette décision. Parallèlement, le dossier de demande d'autorisation a été mis en sommeil. La société Valaudia, porteuse de cette délégation n'a, à ce jour, pas démarré son activité.

Point 12 – Subventions publiques

Les subventions comptabilisées par le Groupe sont principalement liées à des actifs. Ces subventions d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan dans la rubrique "autres passifs courants" sur la ligne "produits constatés d'avance". Elles sont ramenées au résultat au rythme d'amortissement de l'actif auquel elles sont adossées, sur la ligne "autres produits de l'activité".

Les éventuelles subventions d'exploitation sont constatées directement en revenus, sur la ligne « autres produits de l'activité ».

Point 13 - Instruments financiers

Les instruments financiers portés par le Groupe comprennent :

- des actifs financiers non dérivés : actifs disponibles à la vente, les prêts et créances, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ;
- des passifs financiers non dérivés : emprunts et autres financements, concours bancaires courants, dettes d'exploitation ;
- des instruments financiers mixtes ou dérivés : obligations convertibles en actions, options d'achat, instruments de couverture de flux de trésorerie.

Leur comptabilisation par le Groupe suit les principes édictés par IAS39 : Ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée, pour les instruments qui ne sont pas à la juste valeur par le biais du compte de résultat, des coûts de transaction directement attribuables.

Point 13.1 – actifs financiers non dérivés

Actifs disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent principalement :

- les titres des sociétés non consolidées, dont la juste valeur est déterminée en tenant compte de la dernière quote-part de situation nette connue ;
- Les autres valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers, à savoir, pour le Groupe, les autres titres immobilisés.

Toute variation de la juste valeur initialement comptabilisée est enregistrée directement en capitaux propres, sauf s'il est constaté une baisse significative ou prolongée de cette valeur (baisse de plus de 30% sur une période de 6 mois consécutive).

Lors de la cession de ces actifs financiers, les montants comptabilisés dans les capitaux propres sont repris en résultat.

Prêts et Créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations non consolidées, les prêts, dépôts et cautionnement, ainsi que les créances clients et autres créances opérationnelles (fiscales, sociales, autres).

Cette catégorie d'actifs est évaluée à sa juste valeur lors de la comptabilisation initiale (ce qui, dans la plupart des cas correspond à la valeur nominale), puis au coût amorti (selon la méthode du taux d'intérêt effectif) diminué du montant des éventuelles pertes de valeur.

Trésorerie et équivalents de Trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse, les dépôts à vue, les dépôts à terme, et des placements liquides dans des valeurs mobilières de placement. Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau de flux.

Les équivalents de trésorerie sont essentiellement constitués de Sicav monétaires. Elles sont enregistrées à leur juste valeur et toute variation de juste valeur est constatée en résultat.

Les dépôts à terme sont disponibles à tout moment. La rémunération minimum est garantie, par tranche croissante semestrielle. Tout déblocage avant l'échéance est possible sans pénalités. Ces dépôts font l'objet d'un calcul des intérêts à recevoir pour la période courue entre la date de souscription et la date de clôture.

Point 13.2 - passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers du Groupe sont évalués initialement à leur juste valeur minorée des frais de transaction, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Point 13.3 – Instruments financiers dérivés

Instrument de couverture

Afin de gérer son exposition au risque de taux, le Groupe utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés de gré à gré avec des contreparties de premier plan.

Le Groupe utilise principalement des swaps de taux, des swaptions, des cap, floor et collar pour gérer son risque de taux lié au financement :

- les swaps utilisés par le Groupe permettent de passer d'un taux variable à un

taux fixe. Les résultats dégagés sur ces swaps de taux d'intérêt, venant en couverture de passifs financiers, sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats sur les passifs couverts. Notamment, le différentiel entre les intérêts à payer et les intérêts à recevoir est comptabilisé en produit ou charge d'intérêt sur la durée de vie des passifs couverts ;

- les swaptions utilisés par le Groupe permettent de passer, sur option, d'un taux variable à un taux fixe. Si l'option est exercée, les principes comptables relatifs aux swaps s'appliquent ;
- les cap, floor et collar permettent de limiter le risque de variation à la hausse ou à la baisse des taux sur la dette à taux variable. Les résultats dégagés sur ces instruments sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats sur les passifs couverts.

Concernant ces opérations de couverture de flux de trésorerie, le Groupe procède à l'évaluation en juste valeur de ses instruments dérivés :

- pour les instruments dérivés éligibles à la comptabilité de couverture et pour leur partie efficace, l'écart de valorisation est inscrit directement en capitaux propres (avec un reclassement en résultat lorsque la transaction se réalise) ;
- pour les instruments dérivés éligibles à la comptabilité de couverture et pour leur partie non efficace, l'écart de valorisation est enregistré en résultat.

Point 14 – Actions propres

Les actions autocontrôlées sont constatées en réduction des capitaux propres. Les profits et pertes résultant de la cession d'actions propres ainsi que les dividendes liés sont imputés, nets d'impôt, directement sur les capitaux propres.

Point 15 - Stocks

Conformément à IAS2, les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

Point 16 - Provisions

Les provisions sont constituées au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques futurs sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Une provision n'est dotée dans les comptes du Groupe qu'à condition que le montant de la sortie de ressources qui sera nécessaire pour éteindre l'obligation puisse être évalué de façon fiable. A défaut d'estimation fiable et/ou lorsque le Groupe estime disposer d'arguments solides et pertinents à l'appui de son instruction des contentieux, aucune provision n'est comptabilisée. L'information est alors présentée dans le chapitre "Gestion des risques et litiges – litiges et faits exceptionnels" des présentes annexes.

Les principales provisions constituées par le Groupe concernent les dépenses de suivi trentenaire, les coûts pour dépollution de site ainsi que des risques et litiges divers.

Point 16.1 - Provisions pour suivi trentenaire

Le Parlement européen a adopté le 26 avril 1999 une nouvelle directive européenne relative à la mise en décharge des déchets. Cette directive prévoit notamment la répercussion dans le prix d'élimination des déchets admis en décharge, de l'ensemble des coûts afférents : installation, exploitation, garantie financière, désaffectation du site et entretien.

Par ailleurs, la réglementation française du 9 septembre 1997 prévoit l'obligation de suivi long terme sur 30 ans pour toutes les installations susceptibles d'être exploitées après le 14 juin 1999.

De fait, le Groupe constitue, pour ses centres de stockage de déchets ultimes des provisions pour suivi trentenaire. Elles sont calculées autorisation par autorisation et constituées pendant la durée de leur exploitation, au prorata de la durée de vie estimée du site. L'estimation des coûts à engager, toujours effectuée autorisation par autorisation, est également effectuée par référence à la circulaire du 23 avril 1999 du Ministère de l'environnement, aux modes d'exploitation et aux prescriptions préfectorales. L'estimation des coûts à engager est revue de façon détaillée tous les trois ans au rythme de renouvellement des garanties financières. S'agissant de provisions dont l'échéance est supérieure à 12 mois, les provisions de suivi trentenaire font l'objet d'une actualisation financière.

Point 16.2 - Provisions pour dépollution de site

Par son activité, Sécché Environnement peut générer deux natures de pollution possibles : "accidentelle" d'une part, "chronique" d'autre part. Quelle qu'en soit la nature le Groupe met en œuvre les contrôles nécessaires à la détection de toute pollution. Outre la surveillance organisée de tous les rejets et de leurs impacts, le Groupe a mis en place un dispositif de réduction des impacts lors d'événements accidentels.

Des provisions pour dépollution de site sont constatées dès lors que les faits sont connus et qu'une obligation de dépollution émane des autorités compétentes (DREAL par exemple). A ce jour, les informations disponibles permettent de préciser que Sèché Environnement n'a pas connaissance de pollutions générées par les activités du Groupe.

Point 16.3 - Provisions pour litiges divers

Elles sont constituées en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Particulièrement dans le cas de vérification fiscale, le montant des redressements notifiés (ou en cours de notification) par l'administration ne fait pas l'objet d'une provision si la Société concernée et le Groupe estiment que les points soulevés ne sont pas fondés ou s'il existe une probabilité satisfaisante de faire valoir le bien-fondé de leur position dans le contentieux en cours les opposant à l'administration.

Point 16.4 - Avantages du personnel

Les avantages du personnel concernent les engagements du Groupe en matière d'indemnités de fin de carrière et au titre des médailles du travail.

S'agissant des médailles du travail, l'engagement du Groupe est pris en compte sous forme de provisions non courantes.

S'agissant des indemnités de fin de carrière, l'engagement du Groupe au titre des salariés des sociétés françaises en intégration globale est pris en compte sous forme de versements de cotisations à des organismes indépendants, ces derniers gérant pour les sociétés du Groupe ces actifs de régime. S'il s'avère que les versements antérieurs cumulés excèdent le montant de l'engagement à la date de clôture, une charge constatée d'avance est comptabilisée dans les comptes pour la différence.

S'agissant des sociétés mise en équivalence, (société GEREP et société SOGAD) l'engagement est constaté sous forme de provision.

Quel que soit l'engagement (médaille du travail ou indemnité de fin de carrière) et quelle que soit la méthode de comptabilisation (versement ou provision), celui-ci est calculé sur la base d'évaluations actuarielles selon la méthode prospective (méthode des unités de crédit projetées) intégrant notamment :

- les éléments statistiques de la table générationnelle TPF 2005 ;
- un taux de turn-over par métier et catégorie socioprofessionnelle déterminé sur la base des données historiques dont dispose le Groupe et un taux de revalorisation des salaires en fonction de l'ancienneté, du profil de carrière attendu, d'un maintien du pouvoir d'achat et des conventions collectives ;

	2011	2012	2013
Turn-Over	Entre 3,5% et 7,5%	Entre 3% et 7%	Entre 3% et 7%
Revalorisation de salaires	Entre 3,5% et 5,0%	Entre 3% et 5%	Entre 3% et 5%

- un taux d'actualisation de 3,67% (versus 4,11% en 2012 et 4,71% en 2011);
- un taux d'inflation de 1,75 % (versus 2% en 2012 et 2011) ;
- un départ à la retraite des salariés cadres à l'âge de 67 ans à l'initiative de l'entreprise et des salariés non cadres à l'âge de 65 ans à leur initiative. Le montant de l'engagement est déterminé y compris charges sociales.

Les écarts actuariels sont enregistrés en capitaux propres, en application d'IAS19 révisée.

Point 17 - Coûts d'emprunt

Les intérêts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus, à l'exception :

- ⇒ des coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'actifs exigeant une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus : ces derniers sont incorporés au coût de ces actifs.
- ⇒ des coûts directement attribuables à la mise en place d'un financement ou d'un refinancement : ces derniers sont comptabilisés en déduction du financement instauré et recyclés en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Point 18 - Impôts sur les résultats

Point 18.1 - Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2000, le Groupe a opté pour le régime d'intégration fiscale. Il est précisé que l'option pour le régime de Groupe a été renouvelée au 1er janvier 2005 pour une nouvelle période de 5 ans puis par tacite reconduction par période de 5 ans. Sont incluses dans le champ d'application de ce régime toutes les sociétés commerciales françaises détenues directement ou indirectement au moins à 95% par Sèché Environnement.

Point 18.2 - Imposition différée

Des impôts différés sont calculés et généralement sur toutes les différences temporelles existantes entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale. Ils sont calculés selon la règle du report variable, société par société. Selon les dispositions d'IAS12, aucun impôt différé n'est comptabilisé pour les différences temporelles générées par un goodwill dont la dépréciation n'est pas déductible.

Les soldes nets d'imposition différée sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque entité fiscale. Les actifs nets d'impôts différés ne sont comptabilisés que si la Société a une raisonnable assurance de les récupérer au cours des prochaines années, au regard de ses perspectives d'activité et de la réglementation fiscale en vigueur.

Point 19 - Comptabilisation des produits

Les produits liés à la vente de biens sont constatés en produits des activités ordinaires dès lors que :

- le transfert à l'acheteur de l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété des biens a eu lieu ;
- le Groupe ne participe plus à la gestion des biens ni n'en conserve le contrôle effectif ;
- les coûts supportés ou à venir relatifs à la transaction peuvent être mesurés de façon fiable.

La comptabilisation des produits liés à la vente :

- de prestations de services (majorité des activités du Groupe) s'effectue selon les dispositions d'IAS18, c'est-à-dire lors de la réalisation de la prestation et lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés iront aux entités du Groupe.
- de prestations de constructions s'effectue selon les dispositions d'IAS11, selon la méthode de l'avancement définie par cette même norme. Le degré d'avancement est mesuré sur la base de l'avancement des prestations réalisées. Lorsqu'il apparaît probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits, une perte à terminaison est constatée en charge de la période pour la totalité de la différence.

Les montants perçus au titre des activités de mandat du Groupe sont enregistrés en nets des charges induites par ces mêmes activités.

Les produits des activités ordinaires générées dans le cadre des activités de concession de service public sont comptabilisés selon les dispositions de l'interprétation « IFRIC12 », et précisées au point 11 de la présente note.

Point 20 - Eléments financiers au compte de résultat

1 *Point 20.1 - Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie*

Point 20.1 - Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie

Le poste “produits de trésorerie et équivalent de trésorerie” comprend principalement les revenus des instruments financiers portés par le Groupe (obligations convertibles) nets des éventuelles provisions constatées et le résultat de cession des équivalents de trésorerie, net des pertes de valeurs constatées sur les équivalents de trésorerie portés à l'actif.

Point 20.2 - Coût de l'endettement financier

Le coût de l'endettement financier brut comprend les charges d'intérêt sur les emprunts calculées au taux d'intérêt effectif ainsi que le coût de la couverture de taux sur ces mêmes emprunts.

Le coût de l'endettement financier net correspond au coût de l'endettement financier brut sous déduction des produits de trésorerie et équivalents de trésorerie.

Point 20.3 – Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers correspondent aux revenus des prêts et créances financiers, aux dividendes versés des sociétés non consolidées, au résultat de change, à la désactualisation des provisions et aux pertes de valeur sur actifs financiers.

1.1.6.2. Périmètre de consolidation

1.1.6.2.1. Société mère

Séché Environnement

Société anonyme au capital de 1 726 974 €

Les Hêtres – CS 200200 – 53811 Changé cedex 09

1.1.6.2.2. Filiales consolidées

Dénomination		Siren	% d'intérêt	Mode d'intégration
Alcéa	Nantes (France)	751 380 569	100,00	IG
Béarn Environnement	Pau (France)	393 439 203	100,00	IG
Drimm	Montech (France)	339 278 871	100,00	IG
IberTredi Medioambiental	Barcelone (Espagne)		100,00	IG
Opale Environnement	Calais (France)	332 359 637	100,00	IG
Séche Alliance	Changé (France)	556 850 279	99,94	IG
Séché Éco-services	Changé (France)	393 307 053	99,98	IG
Séché Éco-industries	Changé (France)	334 055 183	99,99	IG
Séché Transports	Changé (France)	391 918 885	99,50	IG
Sénergies	Changé (France)	306 919 535	80,00	IG
SCI LCDL	Changé (France)	410 629 752	99,80	IG
SCI Les Chênes Secs	Changé (France)	397 475 138	99,80	IG
SCI Mézerolles	Changé (France)	340 493 840	99,99	IG
Sem Tredi	(Mexique)		100,00	IG
Sotrefi	Etupes (France)	315 669 218	100,00	IG
Sénerval	Strasbourg (France)	519 253 355	99,90	IG
Speichim Processing	Saint Vulbas (France)	389 218 850	100,00	IG
SVO Éco-industries	Le Vigeant (France)	317 538 767	100,00	IG
Tredi Argentina	Buenos Aires (Argentine)		100,00	IG
Tredi SA	Saint Vulbas (France)	338 185 762	100,00	IG
Triadis Services	Etampes (France)	384 545 281	100,00	IG
UTM	Lübeck (Allemagne)		100,00	IG
Valls Quimica	Valls (Espagne)		100,00	IG
Valaudia	Changé (France)	514 944 867	100,00	IG
Sogad	Le Passage (France)	322 323 783	50,00	MEE
Gerep	Paris (France)	320 179 559	50,00	MEE
Altergies	Paris (France)	510 346 133	18,84	MEE
SAEM Transval	Saint Georges les Baillargeaux (France)	539 131 698	35,00	MEE
La Barre Thomas	Rennes (France)	392 583 563	40,00	MEE
Hungaropeç	Budapest (Hongrie)		99,57	Activité abandonnée

1.1.6.2.3. Filiales non consolidées

Certaines participations ont été exclues du périmètre de consolidation. Au 31 décembre, il ne s'agit que de sociétés en liquidation.

(en milliers d'euros)	% détention du Groupe	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	Juste valeur de la participation
Sociétés commerciales				
- Trédi New Zealand (*)	100,00 %	NC	NC	/

(*) Société pour laquelle la décision de liquidation a été prise

1.1.6.3. Notes explicatives sur les comptes

1.1.6.3.1. Notes sur le bilan

Note 1 – Immobilisations incorporelles

Note 1.1 Goodwill

La synthèse des goodwill, ventilé par UGT est la suivante :

(en milliers d'euros)	France	Allemagne	Espagne	TOTAL
VALEUR BRUTE				
31/12/11 RETRAITE	228 396	3 582	6 790	238 769
Mouvement de périmètre	/	/	/	/
Augmentations	15 275	/	/	15 275
Diminutions	/	/	/	/
31/12/12 RETRAITE	243 671	3 582	6 790	254 044
Mouvement de périmètre	(546)	/	/	(546)
Augmentations	/	/	/	/
Diminutions	/	/	/	/
31/12/13	243 125	3 582	6 790	253 498
PERTE DE VALEUR				
31/12/11 RETRAITE	(20 220)	/	(5 674)	(25 894)
Mouvement de périmètre	/	/	/	/
Augmentations	/	/	/	/
Diminutions	/	/	/	/
31/12/12 RETRAITE	(20 220)	/	(5 674)	(25 894)
Mouvement de périmètre	/	/	/	/
Augmentations	/	/	/	/
Diminutions	/	/	/	/
31/12/13	(20 220)	/	(5 674)	(25 894)
VALEUR NETTE				
31/12/11 RETRAITE	208 176	3 582	1 117	212 875
Mouvement de périmètre	/	/	/	/
Augmentations	15 275	/	/	15 275
Diminutions	/	/	/	/
31/12/12 RETRAITE	223 451	3 582	1 117	228 150
Mouvement de périmètre	(546)	/	/	(546)
Augmentations	/	/	/	/
Diminutions	/	/	/	/
31/12/13	222 906	3 582	1 117	227 604

Sans indice de perte de valeur, les tests de dépréciation sont réalisés une fois par an, au 31 décembre. Le test de dépréciation réalisé en 2013 (selon les modalités précisées dans la présente annexe, dans les principes et méthodes comptables – valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles) a permis de conclure à l'absence de dépréciation à constater.

Le taux d'actualisation et le taux de croissance à l'infini d'une part, et le taux de croissance de l'activité d'autre part sont les hypothèses les plus sensibles concernant l'évaluation des tests de dépréciation :

- Une hausse de 0,5 point de base du taux d'actualisation aurait pour effet de minorer la juste valeur de l'ensemble des écarts d'acquisition du Groupe de 71 millions d'euros. Une telle minoration ne conduirait pas le Groupe à constater de perte de valeur ;

- Une baisse de 0,5 point du taux de croissance à l'infini aurait pour effet de minorer la juste valeur de l'ensemble des écarts d'acquisition du Groupe de 56 millions d'euros, et conduirait le Groupe à constater une dépréciation du goodwill porté par l'UGT Allemagne de 0,2 M€ ;
- Une baisse annuelle de 1 point du taux de croissance de l'activité des 3 premières années du plan induirait une minoration de 13 millions de la juste valeur des écarts d'acquisition du Groupe, mais ne conduirait pas à constater de perte de valeur.

Il est par ailleurs précisé que l'analyse de sensibilité n'a pas fait apparaître de scénario probable selon lequel la valeur recouvrable des UGT deviendrait inférieure à leur valeur nette comptable.

Note 1.2 Tableau de variation des autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Logiciels, brevets	Actifs incorporels du domaine concedé	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
VALEUR BRUTE				
AU 31/12/2011	7 430	2 055	9 418	18 904
Activité abandonnée	/	/	/	/
AU 31/12/2011 RETRAITE	7 430	2 055	9 418	18 904
Augmentations (investissements)	398	17 158	709	18 265
Sorties (cessions, mise au rebut)	(224)	/	(3 752)	(3 976)
Autres mouvements	153	/	(121)	32
Activité abandonnée	(14)	/	/	(14)
AU 31/12/2012 RETRAITE	7 742	19 212	6 255	33 210
Augmentations (investissements)	455	25 377	772	26 604
Sorties (cessions, mise au rebut)	(223)	/	/	(223)
Autres mouvements	125	/	8 190	8 315
Activité abandonnée	(2)	/	/	(2)
AU 31/12/2013	8 098	44 590	15 218	67 905
AMORTISSEMENTS				
AU 31/12/2011	(7 070)	/	(2 862)	(9 931)
Activité abandonnée	/	/	/	/
AU 31/12/2011 RETRAITE	(7 070)	/	(2 862)	(9 931)
Dotations	(425)	/	(18)	(443)
Reprises	224	/	2 635	2 859
Autres mouvements	(31)	/	31	/
Activité abandonnée	2	/	/	2
AU 31/12/2012 RETRAITE	(7 300)	/	(214)	(7 514)
Dotations	(461)	(969)	(8)	(1 438)
Reprises	223	/	/	223
Autres mouvements	46	/	(4 270)	(4 224)
AU 31/12/2013	(7 492)	(969)	(4 492)	(12 953)
PERTE DE VALEUR				
AU 31/12/2011	(4)	/	/	(4)
Activité abandonnée	/	/	/	/
AU 31/12/2011 RETRAITE	(4)	/	/	(4)
Dotations	/	/	/	/
Reprises	/	/	/	/
Autres mouvements	/	/	/	/
Activité abandonnée	/	/	/	/
AU 31/12/2012 RETRAITE	(4)	/	/	(4)
Dotations	/	/	/	/
Reprises	/	/	/	/
Autres mouvements	/	/	/	/
Activité abandonnée	/	/	/	/
AU 31/12/2013	(4)	/	/	(4)
VALEUR NETTE				
AU 31/12/2011	356	2 055	6 558	8 969
Activité abandonnée	/	/	/	/
AU 31/12/2011 RETRAITE	356	2 055	6 558	8 969
Augmentations (investissements)	(27)	17 158	690	17 821
Sorties (cessions, mise au rebut)	/	/	(1 118)	(1 118)
Autres mouvements	122	/	(90)	32
Activité abandonnée	(12)	/	/	(12)
AU 31/12/2012 RETRAITE	439	19 212	6 041	25 693
Augmentations (investissements)	(7)	24 408	764	25 165
Sorties (cessions, mise au rebut)	/	/	/	/
Autres mouvements	170	/	3 920	4 091
AU 31/12/2013	602	43 620	10 726	54 948

Aucune immobilisation incorporelle n'a été générée en interne.

Note 1.3 Décomposition des autres mouvements des autres immobilisations incorporelles

(valeur nette en milliers d'euros)	Logiciels, brevets	Actifs incorporels du domaine concédé	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
------------------------------------	-----------------------	--	--	--------------

Regroupement d'entreprises	/	/	/	/
Ecart de conversion	/	/	/	/
Autres mouvements	122	/	(90)	32
TOTAL AU 31/12/2012 RETRAITE	122	/	(90)	32

Regroupement d'entreprises	/	/	/	/
Ecart de conversion	/	/	/	/
Autres mouvements	170	/	3 920	4 091
TOTAL AU 31/12/2013	170	/	3 920	4 091

Les autres mouvements sont principalement composés de reclassement en immobilisations corporelles et du reclassement de charges constatées d'avance en immobilisations incorporelles.

Note 2 – Immobilisations corporelles

Note 2.1 Tableau de variation des immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Inst. Techn.	Matériel de transport	Agencements	Matériel de bureau	Immobilisations en cours	Immob. Loc-fi	TOTAL
VALEUR BRUTE									
AU 31/12/2011	24 782	171 192	308 935	16 959	45 473	7 709	12 904	46 030	633 985
Activité abandonnée	(101)	(5 257)	(1 493)	/	/	(37)	(747)	/	(7 635)
AU 31/12/2011 RETRAITE	24 682	165 934	307 443	16 959	45 473	7 673	12 157	46 030	626 351
Augmentations (investissements)	2 520	6 758	9 611	2 354	2 423	399	7 106	516	31 688
Sortie (cessions, mise au rebut)	(8)	(96)	(3 048)	(2 402)	(290)	(452)	(147)	/	(6 443)
Autres mouvements	703	9 434	(396)	10	(60)	22	(7 848)	2 241	4 108
Activité abandonnée	(14)	(859)	(126)	/	/	(5)	93	/	(911)
AU 31/12/2012 RETRAITE	27 884	181 172	313 484	16 921	47 546	7 636	11 362	48 788	654 792
Augmentations (investissements)	133	1 702	7 611	2 039	2 427	591	15 064	412	29 976
Sortie (cessions, mise au rebut)	(386)	(42 523)	(1 316)	(2 178)	(8 094)	(348)	(36)	(525)	(55 405)
Autres mouvements	1 998	(800)	(6 214)	(589)	2 218	(242)	(12 785)	(1 759)	(18 173)
AU 31/12/2013	29 629	139 550	313 566	16 193	44 096	7 636	13 605	46 916	611 192
AMORTISSEMENTS									
AU 31/12/2011	(3 570)	(136 582)	(240 410)	(13 246)	(28 754)	(6 274)	/	(33 946)	(462 783)
Activité abandonnée	/	3 402	1 311	/	/	33	/	/	4 746
AU 31/12/2011 RETRAITE	(3 570)	(133 180)	(239 099)	(13 246)	(28 754)	(6 241)	/	(33 946)	(458 037)
Dotations	(256)	(11 144)	(13 920)	(2 017)	(2 643)	(683)	/	(1 836)	(32 500)
Reprises	/	69	3 172	2 365	242	443	/	/	6 291
Autres mouvements	(103)	(1 212)	(228)	(12)	(133)	(14)	/	314	(1 386)
Activité abandonnée	56	621	252	/	/	6	/	/	935
AU 31/12/2012 RETRAITE	(3 874)	(144 847)	(249 823)	(12 910)	(31 288)	(6 489)	/	(35 468)	(484 697)
Dotations	(263)	(9 531)	(13 645)	(2 020)	(2 692)	(702)	/	(1 936)	(30 790)
Reprises	/	42 522	1 258	2 175	8 008	347	/	517	54 826
Autres mouvements	24	2 705	9 305	(157)	866	237	/	2 675	15 655
AU 31/12/2013	(4 113)	(109 151)	(252 905)	(12 912)	(25 106)	(6 607)	/	(34 212)	(445 006)
PERTE DE VALEUR									
AU 31/12/2011	(299)	/	(174)	/	/	/	(344)	/	(818)
Activité abandonnée	/	/	/	/	/	/	/	/	/
AU 31/12/2011 RETRAITE	(299)	/	(174)	/	/	/	(344)	/	(818)
Dotations	/	/	(395)	/	/	/	/	/	(395)
Reprises	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Autres mouvements	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Activité abandonnée	/	/	/	/	/	/	/	/	/
AU 31/12/2012 RETRAITE	(299)	/	(569)	/	/	/	(344)	/	(1 213)
Dotations	/	/	(47)	/	/	/	/	/	(47)
Reprises	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Autres mouvements	/	/	/	/	/	/	/	/	/
AU 31/12/2013	(299)	/	(616)	/	/	/	(344)	/	(1 260)
VALEUR NETTE									
AU 31/12/2011	20 913	34 610	68 351	3 713	16 718	1 435	12 560	12 085	170 385
Activité abandonnée	(101)	(1 856)	(182)	/	/	(3)	(747)	/	(2 889)
AU 31/12/2011 RETRAITE	20 812	32 754	68 169	3 713	16 718	1 432	11 813	12 085	167 496
Augmentations (investissements)	2 264	(4 386)	(4 705)	337	(220)	(284)	7 106	(1 320)	(1 207)
Sortie (cessions, mise au rebut)	(8)	(27)	124	(37)	(48)	(9)	(147)	/	(152)
Autres mouvements	601	8 222	(623)	(2)	(193)	8	(7 848)	2 555	2 721
Activité abandonnée	42	(238)	126	/	/	/	93	/	24
AU 31/12/2012 RETRAITE	23 712	36 325	63 091	4 011	16 258	1 147	11 018	13 320	168 882

Augmentations (investissements)	(131)	(7 830)	(6 081)	19	(265)	(111)	15 064	(1 525)	(860)
Sortie (cessions, mise au rebut)	(386)	(1)	(58)	(3)	(86)	(2)	(36)	(8)	(579)
Autres mouvements	2 022	1 905	3 091	(746)	3 083	(5)	(12 785)	916	(2 517)
AU 31/12/2013	25 217	30 399	60 044	3 281	18 990	1 029	13 261	12 704	164 925

Note 2.2 Décomposition des autres mouvements des immobilisations corporelles

Valeur nette (en milliers d'euros)	Terrains	Construc- tions	Inst. Techn.	Matériel de transport	Agencem- ents	Matériel de bureau	Immobili- sations en cours	Immob. Loc-fi	TOTAL
---------------------------------------	----------	--------------------	-----------------	-----------------------------	------------------	--------------------------	----------------------------------	------------------	-------

Sur 2012

Regroupement d'entreprises	616	1 062	67	/	16	1	430	314	2 506
Ecart de conversion	21	156	13	(2)	/	1	58	/	247
Autres mouvements	(36)	7 004	(703)	/	(209)	6	(8 336)	2 241	(32)
TOTAL	601	8 222	(623)	(2)	(193)	8	(7 848)	2 555	2 721

Sur 2013

Regroupement d'entreprises	(626)	(1 578)	(869)	(11)	866	(7)	60	(525)	(2 691)
Ecart de conversion	(13)	(13)	(8)	(7)	/	/	/	/	(42)
Autres mouvements	2 661	3 496	3 968	(727)	2 218	2	(12 845)	1 442	215
TOTAL	2 022	1 905	3 091	(746)	3 083	(5)	(12 785)	916	(2 517)

Les autres mouvements correspondent principalement à des mises en service d'immobilisations en cours et à des reclassements de compte à compte. En 2013, ils enregistrent également l'impact du changement de mode d'intégration de SOGAD et GEREP, respectivement d'intégration proportionnelle et intégration globale à intégration par mise en équivalence. Par ailleurs les alvéoles complètement amorties ont été mises au rebut pour 42 418K€.

Note 3 – Participations dans les entreprises associées

Note 3.1 Synthèse des participations dans les entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées portées par le Groupe sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	% détention du Groupe	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	Valeur Nette Comptable des participations
- La Barre Thomas	40%	505	36	202
- Allergies	18,84%	1 032	(271)	195
- Transval	35%	135	(16)	47
- Sci Noiseraie (*)	0%	185	8	/
- Gerep	50%	(756)	(1 276)	/
- Sogad	50%	(1 630)	211	310
TOTAL				753

(*) La Sci Noiseraie, précédemment détenue à 20%, a été cédée le 30 Décembre 2013.

Note 3.2 Variation des participations dans les entreprises associées

La variation des participations dans les entreprises associées portées par le Groupe s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeur au 31/12/11 Retraité	Valeur au 31/12/12 Retraité	Résultat	Variation JV par les KP	EC	Variation périmètre	Autres mouvts	Valeur au 31/12/13
- La Barre Thomas	197	188	15	/	/	/	/	202
- Allergies	265	158	(37)	(1)	/	74	/	195
- Transval	53	53	(6)	/	/	/	/	47
- Sci Noiseraie	38	35	2	/	/	(37)	/	/
- Gerep	/	/	(635)	/	/	260	375	/
- Sogad	/	/	105	(24)	/	477	(249)	310
TOTAL	552	434	(556)	(25)	/	774	126	753

Note 3.3 Informations financières sur les entreprises associées

Les informations financières résumées des entreprises associées sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	La Barre Thomas	Allergies	Transval	Sci Noiseraie	Gerep	Sogad
Date dernières infos financières connues	31/12/13	31/12/13	31/12/2013	31/12/13	31/12/13	31/12/13
- % détenus	40%	18,84%	35%	20%	50%	50%
- actifs non courants	22	101	/	1 195	1 107	1 277
- actifs courants	1 362	1 885	171	19	1 856	1 438
- capitaux propres	505	1 032	135	185	(756)	(1 630)
- passifs non courants	/	/	/	1 017	1 932	2 631
- passifs courants	879	954	37	12	1 786	1 714
- chiffre d'affaires	3 121	69	160	243	4 987	4 448
- Excédent Brut d'Exploitation	(8)	(259)	(16)	189	(454)	772
- Résultat Opérationnel Courant	34	(259)	(16)	57	(1 269)	344
- Résultat Opérationnel	34	(259)	(16)	57	(1 272)	345
- Résultat net	36	(271)	(16)	8	(1 276)	211

Note 3.4 Transactions avec les entreprises associées

Le Groupe n'a réalisé aucune transaction significative avec ses entreprises associées.

Note 4 – instruments financiers

(en milliers d'euros)	2011 Retraité			2012 Retraité			2013		
	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL
Actifs financiers disponibles à la vente	158 596	/	158 596	1 978	/	1 978	1 755	/	1 755
Prêts et créances financiers au coût amorti	2 465	76	2 541	2 799	131	2 930	3 602	90	3 692
<i>Actifs financiers</i>	161 060	76	161 136	4 778	131	4 909	5 358	90	5 448
Créances clients et autres débiteurs	1 291	114 683	115 974	2 105	126 540	128 645	1 501	133 821	135 322
Autres actifs courants (yc. créances IS)	/	20 268	20 268	677	34 547	35 224	/	27 262	27 262
<i>Prêts-créances opérationnels au coût amorti</i>	1 291	134 952	136 243	2 782	161 088	163 870	1 501	161 083	162 584
<i>Instruments de couverture actifs</i>	/	/	/	/	/	/	/	/	/
<i>Autres instruments à la JV par le résultat</i>	/	/	/	/	/	/	/	/	/
<i>Actifs financiers à la JV par le résultat</i>	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Trésorerie et équivalents de trésorerie	/	24 145	24 145	/	22 597	22 597	/	28 032	28 032
Total ACTIFS FINANCIERS	162 351	159 173	321 523	7 560	183 815	191 375	6 859	189 205	196 064
Dettes financières	43 740	172 899	216 639	218 154	28 000	246 154	222 630	30 788	253 418
Instruments de couverture passifs	3 491	304	3 795	3 307	744	4 051	1 773	155	1 928
Autres passifs	251	144 168	144 419	189	163 027	163 216	2 911	171 707	174 618
Total PASSIFS FINANCIERS	47 482	317 371	364 854	221 650	191 770	413 420	227 314	202 649	429 963

Note 4.1 Actifs financiers

Note 4.1.1 Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont composés :

- des titres de participation des sociétés non consolidées du fait d'un processus de liquidation en cours ;
- de titres immobilisés (principalement l'investissement du Groupe dans les fonds Emertec).

Leur valeur nette se détaille comme suit :

(en milliers d'euros) (valeur nette)	31/12/11 Retraité	31/12/12 Retraité	Var JV par les KP	Acquisiti on	Autres mouvts	Cession / Rembt	31/12/13
- obligations (principal+ intérêts capitalisés)	146 642	202 253	/	/	15 938	(218 191)	/
- Obligations (intérêts non capitalisés)	9 734	10 698	/	12 965	(15 938)	(7 725)	/
TOTAL composante obligataire - brut	156 376	212 951	/	12 965	/	(225 916)	/
- provision sur composante obligataire	/	(212 951)	/	(12 965)	/	(225 916)	/
TOTAL composante obligataire - net	156 376	/	/	/	/	/	/
- Trédi New Zealand	/	/	/	/	/	/	/
TOTAL titres non consolidés	/	/	/	/	/	/	/
- Emertec	2 086	1 907	(205)	/	/	/	1 703
- autres titres	134	71	/	/	(15)	(4)	52
TOTAL Autres titres	2 220	1 978	(205)	/	(15)	(4)	1 755
Total actifs financiers disponible à la vente	158 596	1 978	(205)	/	(15)	(4)	1 755

Note 4.1.2 Prêts et créances au coût amorti

Les prêts et créances sont composés :

- De prêts et dépôts et cautionnement reçus à caractère financier, comptabilisés en actifs financiers (courants et non courants) ;
- Des créances clients et autres débiteurs ;
- Des autres actifs (courants et non courants) ;

En milliers d'euros	2011 Retraité			2012 Retraité			2013		
	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL
Dépôts et cautionnement	1 256	2	1 258	1 638	20	1 658	1 711	12	1 723
Prêts	1 208	74	1 282	1 161	111	1 273	1 892	78	1 970
Prêts et créances financiers	2 464	76	2 540	2 799	131	2 930	3 603	90	3 692
Clients et autres débiteurs	1 291	114 683	115 974	2 105	126 540	128 645	1 501	133 821	135 322
Etat	/	13 430	13 430	/	16 772	16 772	/	16 257	16 257
Créances IS	/	2 572	2 572	677	12 593	13 270	/	2 171	2 171
Avances et acomptes versés	/	815	815	/	496	496	/	3 700	3 700
Créances sociales	/	160	160	/	89	89	/	126	126
Créances / cession d'immos	/	1 948	1 948	/	2 828	2 828	/	2 177	2 177
Créances Diverses	/	629	629	/	999	999	/	2 571	2 571
Compte-courants débiteurs	/	715	715	/	769	769	/	261	261
Autres actifs courants	/	20 268	20 268	677	34 547	35 225	/	27 262	27 262
Prêts et créances opérationnels	1 291	134 952	136 243	2 782	161 088	163 870	1 501	161 083	162 584
Prêts et créances au coût amorti	3 755	135 027	138 782	5 581	161 219	166 800	5 104	161 173	166 277

Les dépréciations et pertes de valeur sur prêts et créances au coût amorti se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	2011 Retraité			2012 Retraité			2013		
	Brut	Dép / perte valeur	Net	Brut	Dép / perte valeur	Net	Brut	Dép / perte valeur	Net
Prêts et créances financiers	2 540	/	2 540	2 930	/	2 930	3 692	/	3 692
Clients et autres débiteurs	119 636	(3 662)	115 974	132 123	(3 478)	128 645	138 480	(3 158)	135 322
Autres actifs	21 055	(787)	20 268	35 846	(621)	35 225	27 847	(584)	27 262
Prêts et créances au coût amorti	143 231	(4 449)	138 782	170 899	(4 099)	166 800	170 018	(3 742)	166 277

Note 4.1.3 Actifs financiers à la juste valeur par le résultat

En milliers d'euros	2011			2012			2013		
	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL
Actifs de couverture	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Actifs financiers à la JV par rst	/								

Actif de couverture

Les actifs de couverture ont été mis en place par le Groupe dans le cadre de sa politique de gestion de son risque de taux d'intérêts, et sont analysés note 4.3.

Note 4.1.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
Equivalents de trésorerie	15 953	9 182	9 183
Trésorerie	8 192	13 415	18 850
Total	24 145	22 597	28 032

Les équivalents de trésorerie correspondent à des SICAV.

Le résultat de cession comptabilisé sur la période au titre des SICAV s'élève à 0,3 million d'euros enregistré sur la ligne "Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie" du compte de résultat.

Note 4.2 passifs financiers

Note 4.2.1 Dettes financières

Variation de l'endettement

en milliers d'euros)	31/12/2011 Retraité			31/12/2012 Retraité			31/12/2013		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
<i>En-cours dettes financières</i>	30 116	167 696	197 812	185 472	22 431	207 903	193 011	25 122	218 132
<i>Impact TIE</i>	(13)	(163)	(176)	(1 797)	(693)	(2 490)	(1 174)	(606)	(1 779)
Emprunts / Ets crédit	30 103	167 533	197 636	183 675	21 739	205 413	191 837	24 516	216 353
<i>En cours Emprunt obligataire</i>	/	/	/	25 000	/	25 000	25 000	/	25 000
<i>Impact TIE</i>	/	/	/	(2 069)	(279)	(2 348)	(1 759)	(309)	(2 068)
Emprunts obligataire	/	/	/	22 931	(279)	22 653	23 241	(309)	22 931
Location financement	12 629	4 637	17 265	10 705	5 191	15 896	6 952	5 172	12 124
Autres dettes financières	1 008	49	1 057	843	815	1 658	600	904	1 504
Concours bancaires courants	/	681	681	/	534	534	/	505	505
TOTAL	43 740	172 899	216 640	218 154	28 000	246 154	222 630	30 788	253 418

La variation de l'endettement sur l'exercice peut s'analyser comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/11	31/12/12	Augmenta	Rembours	Var	Coût	EC	Autres	31/12/13
	Retraité	Retraité	tion	ement	périm	amorti		mvts	
Dettes auprès ets crédit	197 636	205 413	32 437	(22 083)	/	/	/	586	216 353
Dettes obligataires	/	22 653	/	/	/	/	/	279	22 931
Location financements	17 265	15 896	412	(4 879)	(739)	/	/	1 434	12 124
Autres dettes financières	1 057	1 658	353	(522)	16	/	/	/	1 504
CBC	681	534	477	/	(506)	/	/	/	505
Total	216 640	246 154	33 679	(27 484)	(1 229)	/	/	2 299	253 418

Tableau de l'endettement

Au 31 décembre 2013, l'endettement du Groupe se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	taux (av. couverture)	Montant	Echéances	Existence de couverture	
Autres Emprunts auprès des établissements de crédit	Variable	17 703	moins d'un an	Dette contractée à taux variable Couverture de taux sur 112,5 M€	
		134 393	de 1 à 5 ans		
		329	plus de 5 ans		
	Fixe 0%<t<4%	6 813	moins d'un an		
		25 241	de 1 à 5 ans		
Total		216 353			
Dette obligataire	Variable	/	moins d'un an		
		/	de 1 à 5 ans		
		/	plus de 5 ans		
	Fixe 11,0%	(309)	moins d'un an		
		(1 619)	de 1 à 5 ans		
Total		22 931			
Location financement	Variable	3 957	moins d'un an	Couverture de taux sur 2,4 M€	
		1 812	de 1 à 5 ans		
		715	plus de 5 ans		
	Fixe 4%<t<13%	1 215	moins d'un an		
		4 282	de 1 à 5 ans		
Total		12 124			
Autres dettes financières Diverses	Variable	232	moins d'un an		
		515	de 1 à 5 ans		
		/	plus de 5 ans		
	Fixe	673	moins d'un an		
		85	de 1 à 5 ans		
Total		1 504			
Concours bancaires courants	Variable	505	moins d'un an		
TOTAL		253 418			
<i>Dont courant</i>		30 788	<i>moins d'un an</i>		
<i>Dont non courant</i>		222 630	<i>plus d'un an</i>		

Contrat de location financement

(en milliers d'euros)	Valeur nette comptable		TOTAL paiements minimaux futurs			TOTAL paiement sous-loc actualisé
	31/12/13	TOTAL	- 1 an	De 1 à 5	+ de 5	
Terrains	/	/	/	/	/	/
Constructions	7 296	4 008	1 605	1 678	725	/
Installations techniques - outillages industriels	4 189	6 079	2 350	3 648	81	/
Matériels de transport	1 219	1 406	327	1 016	64	/
Installations agencements	/	1 248	1 134	114	/	/
Matériels et mobiliers de bureau	/	/	/	/	/	/

(en milliers d'euros)	Valeur nette comptable		TOTAL paiements minimaux futurs actualisés			TOTAL paiement sous-loc actualisé
	31/12/13	TOTAL	- 1 an	De 1 à 5	+ de 5	
Terrains	/	/	/	/	/	/
Constructions	7 296	3 686	1 560	1 524	603	/
Installations techniques - outillages industriels	4 189	5 672	2 284	3 320	68	/
Matériels de transport	1 219	1 301	317	930	54	/
Installations agencements	/	1 210	1 102	108	/	/
Matériels et mobiliers de bureau	/	/	/	/	/	/

Les contrats de location-financement portés par le Groupe sont principalement constitués de contrat de crédit-baux, assortis d'options d'achat. 53 % des contrats (en pourcentage de la dette rattachée) sont à taux variable (avant prise en compte de toute opération de couverture), indexés principalement sur l'EURIBOR 3 mois.

Note 4.2.2 Passifs financiers à la JV par le résultat

Les passifs financiers à la JV par le résultat correspondent aux instruments financiers dérivés de couverture, mis en place par le Groupe dans le cadre de sa gestion du risque de taux. Ils sont analysés note 4.3.

Note 4.2.3 Autres passifs au coût amorti

(en milliers d'euros)	2011 Retraité			2012 Retraité			2013		
	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL
Fournisseurs	2	67 929	67 932	3	73 390	73 393	/	75 958	75 958
Dettes sur acquisition d'immobilisations	248	13 358	13 606	186	18 332	18 517	2 911	16 901	19 812
Avances & acomptes reçus	/	2 789	2 789	/	4 566	4 566	/	7 116	7 116
Social	/	21 471	21 471	/	22 534	22 534	/	23 302	23 302
Etat (hors IS)	/	22 224	22 224	/	21 829	21 829	/	24 386	24 386
IS	/	218	218	/	904	904	/	294	294
Comptes courants créditeurs	/	218	218	/	141	141	/	/	/
Dettes diverses	/	633	633	/	1 159	1 159	/	1 847	1 847
Passif de renouvellement	/	9 101	9 101	/	10 591	10 591	/	11 078	11 078
Produits constatés d'avance	/	6 226	6 226	/	9 580	9 580	/	10 825	10 825
AUTRES PASSIFS	251	144 168	144 419	189	163 027	163 215	2 911	171 707	174 617

Note 4.3 instruments financiers de couverture

En milliers d'euros	2011 Retraité			2012 Retraité			2013		
	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL
Instruments de couverture actif	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Instruments de couverture passif	3 491	304	3 795	3 307	744	4 051	1 773	155	1 928

Les instruments financiers utilisés par le Groupe ont pour objet la couverture des flux de trésorerie liés à son financement. La gestion de ces instruments négociés sur des marchés organisés est effectuée par la Direction financière du Groupe.

(milliers d'euros)	2011 Retraité		2012 Retraité		2013	
	Nominal opération	Juste valeur	Nominal opération	Juste valeur	Nominal opération	Juste valeur
Swap	128 014	(3 119)	114 382	(3 724)	83 711	(1 891)
Collar	61 014	(542)	34 882	(221)	31 211	(52)
Instruments mixtes	15 000	(134)	7 500	(107)	/	/
Total	204 028	(3 795)	156 764	(4 051)	114 922	(1 929)

Au 31 décembre 2013, la maturité des instruments de couverture des flux de trésorerie est la suivante :

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
Swap	13 711	70 000	/	83 711
Collar	16 211	15 000	/	31 211
Instruments mixtes	/	/	/	/
Total	29 922	85 000	/	114 922

Les pertes et gains enregistrés en capitaux propres sur la période s'élèvent à 1,9 million d'euros, et le montant cumulé au 31 décembre 2013 des pertes et gains enregistrés en capitaux propres s'élèvent à - 1,9 million d'euros. La part inefficace de ces couvertures comptabilisée en résultat sur 2013 est non significative.

Aucun montant des capitaux propres n'a été recyclé et comptabilisé dans le résultat de la période.

Note 5 - Provisions courantes et non courantes

Note 5.1 Tableau de variation des provisions courantes et non courantes

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	Autres mvts	Dotation	Reprise Utilisée	Reprise non utilisée	2013
Avantages au personnel (1)	192	809	(278)	59	9	/	599
Autres provisions non courantes (2)	3 250	3 961	46	3 255	(8)	/	7 254
PROVISIONS NON COURANTES	3 442	4 770	(232)	3 313	2	/	7 853
Provision litiges	1 384	858	/	345	(237)	(298)	669
Provision BEFS	663	659	/	70	/	(4)	725
Provision autres risques	11 621	373	(13)	27	/	(360)	27
Provision risque fiscal	/	6 780	/	/	(446)	/	6 335
Provision déchets à traiter	147	154	/	97	(111)	/	140
Provision autres charges	2 069	1 048	(143)	583	(97)	(444)	947
PROVISIONS COURANTES	15 883	9 872	(156)	1 122	(891)	(1 106)	8 842
TOTAL	19 326	14 642	(388)	4 435	(889)	(1 106)	16 695

(1) Les provisions « indemnités de fin de carrière » et médaille du travail sont calculées conformément à la méthodologie précisée dans les principes et méthodes comptables

(2) Provision suivi trentenaire

Les dépenses non encore engagées au titre de la réhabilitation de site, préalablement constatée en provision, ont été reclassées avec les autres passifs courants, en « passif de renouvellement ».

Note 5.2 Décomposition des autres mouvements

(en milliers d'euros)	Regroupement d'entreprises	Ecart de conversion	Autres mouvements	TOTAL
Avantages au personnel	(243)	(1)	(34)	(278)
Autres provisions non courantes	(472)	/	518	46
PROVISIONS NON COURANTES	(715)	(1)	484	(232)
Provision litiges	/	/	/	/
Provision BEFS	/	/	/	/
Provisions autres risques	(13)	/	/	(13)
Provision risque fiscal	/	/	/	/
Provision déchets à traiter	/	/	/	/
Provisions autres charges	/	/	(143)	(143)
PROVISIONS COURANTES	(13)	/	(143)	(156)
TOTAL	(727)	(1)	341	(388)

Note 5.3 Avantages au personnel – Indemnités de Fin de Carrière et Médaille du travail

Les avantages au personnel dont bénéficient les salariés du Groupe sont les médailles du travail et les avantages postérieurs à l'emploi que représentent les indemnités de fin de carrière.

Avantages postérieurs à l'emploi – indemnités de fin de carrière

L'engagement du Groupe comptabilisé sous forme de provision concerne les filiales pour lesquelles la gestion des IFC n'est pas couverte par un contrat d'assurance. Seule la société Sem Tredi est concernée au 31 décembre 2013 ; les sociétés Gerep et Sogad (seules autres sociétés du Groupe à couvrir son engagement sous forme de provision) étant, depuis le 1^{er} janvier 2013, intégrées par mise en équivalence.

Il est précisé que :

- lors du démarrage d'activité de la société Sénerval, la reprise des effectifs de l'ancien délégataire a conduit à la reprise par Sénerval des engagements au titre des services passés de ces mêmes salariés, pour un montant de 450 K€. Le Groupe avait constaté un actif pour 450 K€ au titre des engagements repris (comptabilisé en charges constatés d'avance), amortissable sur 18 ans à compter du 1^{er} juillet 2010, soit la durée moyenne restant à courir jusqu'au départ en retraite des salariés repris. En application d'IAS19 amendée (application rétrospective), cette somme a été soldée en capitaux propres au 1^{er} juillet 2012 ;
- Lors de la reprise en direct de la gestion de l'IUOM de Lescar et de la reprise de l'effectif correspondant, le Groupe a repris les engagements au titre des services passés de ces salariés. Compte tenu du montant, le Groupe a constaté cette reprise directement en résultat.
- Lors de la reprise en direct de la gestion de l'incinérateur de Nantes et de la reprise de l'effectif correspondant, le Groupe a repris les engagements au titre des services passés de ces salariés. En application d'IAS19 amendée, cette reprise s'est effectuée par le compte de résultat.

L'engagement du Groupe (toute forme de gestion confondue) évolue comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/11 Retraité	31/12/12 Retraité	31/12/13
Montant de l'engagement en début d'exercice	4 838	6 057	7 569
Coûts des services rendus dans l'exercice	352	406	466
Intérêts crédités dans l'exercice	226	278	309
Prestations réglées dans l'exercice	(61)	(125)	(396)
Acquisition / cession de filiales	194	99	/
Ecart actuariels	508	854	509
Autres (dont variation périmètre, écarts de conversion)	/	/	(235)
Montant de l'engagement en fin d'exercice	6 057	7 569	8 224
<i>Dont engagement externalisé</i>	<i>5 865</i>	<i>7 316</i>	<i>8 200</i>
<i>Dont engagement provisionné</i>	<i>192</i>	<i>253</i>	<i>23</i>

L'évolution de la juste valeur des fonds placés en couverture de l'engagement est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/11 Retraité	31/12/12 Retraité	31/12/13
JV des actifs de couverture en début d'exercice	4 707	5 864	7 465
Cotisations versées	1 430	1 344	/
Prestations versées	(61)	(125)	(396)
Rendement attendu sur les placements	160	241	274
Frais de gestion	(21)	(26)	(26)
Acquisition / cession de filiales	/	99	/
Ecart actuariels	(351)	68	(34)
JV des actifs de couverture en fin d'exercice	5 864	7 465	7 284

Lorsque les fonds placés sont supérieurs au montant de l'engagement, il a été constaté une charge constatée d'avance. Inversement, il est constaté une charge à payer. L'analyse est réalisée société par société. Au 31 décembre 2013, il a été constaté :

- Une charge à payer pour 1 035 K€
- Une charge constatée d'avance pour 119 K€.

La répartition des actifs de couverture est la suivante :

	31/12/11	31/12/12	31/12/13
Placements diversifiés	73%	74%	76%
Placements monétaires	27%	26%	24%

Engagement de médaille du travail

L'engagement du Groupe concernant la médaille du travail évolue comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/13
Montant de l'engagement en début d'exercice	556
Coûts des services rendus dans l'exercice	23
Intérêts crédités dans l'exercice	21
Prestations réglées dans l'exercice	17
Acquisition / cession de filiales	/
Ecart actuariels	(34)
Autres (mouvement de périmètre, écarts de conversion)	(8)
Montant de l'engagement en fin d'exercice	575

Note 5.4 Litiges et faits exceptionnels

BEFS-PEC

A la suite de la réalisation du chantier Salaise 3, qui avait été confié par Tredi à la société BEFS-PEC (courant 1999), Tredi SA a fait l'objet de différentes demandes de paiement de la part de sous-traitants restés impayés par BEFS PEC, en application de l'article 12 de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Tredi SA a provisionné dans ses comptes l'intégralité des sommes qui lui sont réclamées dans le cadre de ces assignations. Au 31 décembre 2013, la provision résiduelle constatée sur ce litige s'élève à 0,7 million d'euros.

VALLS QUIMICA

La société Valls Quimica, filiale espagnole du Groupe a fait l'objet, en 2003, d'un contrôle fiscal au titre duquel l'administration a redressé la Société pour un montant en principal de 3,8 millions d'euros (pour la période 1999 à 2001) et de 1,8 million d'euros (pour la période 2002 à 2003) par le biais d'un rappel de TVA et de droits indirects qui seraient dus, à raison de la production de certains produits pétroliers. :

- Concernant la période 2002 à 2003, la prescription totale des redressements a été obtenue le 22 décembre 2007.
- Valls Quimica a contesté le redressement portant sur la période 1999 à 2001 devant le Tribunal administratif espagnol, devant la Cour administrative nationale de Madrid (2008) et devant le Tribunal suprême de Madrid (2010). Au cours de la procédure, il a été demandé à Valls Quimica de produire des garanties sur l'intégralité des sommes réclamées, en contrepartie du sursis de paiement. Le

Tribunal suprême a rejeté l'affaire en octobre 2011, sans l'instruire sur le fond, au motif que le préjudice pour la Société Valls Quimica ramené à une base mensuelle, n'excède pas le seuil des 150K€ que la Cour se fixe pour étudier les affaires qui lui sont soumises. Valls Quimica a obtenu de la part du Trésor un sursis de paiement et entamé un recours devant la Cour constitutionnelle. Par ailleurs, des démarches sont en cours pour tenter une action en nullité administrative du redressement, sur le fondement de la décision du Tribunal suprême. La société Valls Quimica, bien que fondée dans sa réclamation, a néanmoins provisionné dès 2012, l'intégralité des demandes de l'administration, intérêts inclus, soit 6,8 millions d'euros. Au 31 décembre 2013, la société est toujours en attente de la décision de la Cour constitutionnelle relative à la recevabilité de sa demande. Parallèlement, elle a réglé à titre d'acompte pendant l'instruction de la procédure, 0,4 M€ à l'Administration fiscale.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 6 - Impôts différés

La ventilation des impôts différés par nature se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	2011	2012	2013
	Retraité	Retraité	
Participation des salariés	739	537	537
Contribution sociale solidarité	261	244	275
Congés payés	639	638	661
Déficits reportables	1 159	11 233	55 726
Amortissements dérogatoires et provisions réglementées	(7 815)	(7 731)	(7 624)
Location-financement	1 643	781	(234)
Résultat Interne	220	231	208
Charges à répartir	(7)	(7)	(7)
Provision intra-Groupe	/	/	/
Provision IDR	48	90	90
Actualisation provision suivi trentenaire	(1 165)	(1 175)	(1 190)
Homogénéisation d'amortissements	597	529	462
Frais d'acquisition titres	402	/	/
Retraitements Obligations Convertibles	15 125	/	/
JV des instruments de couverture	1 307	1 395	664
Provision sur obligations convertibles	/	50 760	/
Autres différences temporaires	1 830	(1 561)	(952)
Total	14 981	55 965	48 617
<i>Dont impôt différé Actif</i>	<i>14 995</i>	<i>55 965</i>	<i>48 617</i>
<i>Dont impôt différé Passif</i>	<i>14</i>	<i>/</i>	<i>/</i>

Les déficits reportables activés correspondent :

- aux déficits nés avant l'intégration fiscale. Leur activation est étudiée filiale par filiale au regard de leur business plan.
- Au déficit de l'intégration fiscale sur l'année 2012 et 2013, lié à provisionnement intégral de l'engagement de Séché Environnement dans HIME. La reconnaissance à l'actif de cette créance d'impôt est rendue possible par la capacité du groupe d'intégration fiscale à récupérer cette créance dans un horizon de temps raisonnable ;
- Au déficit constaté sur Valls Quimica lié à la provision pour risque fiscal, compte tenu de son caractère recouvrable au regard du business plan de la société. A cette exception près les déficits reportables portés par les filiales étrangères ne font l'objet d'aucune activation.

Au 31 décembre 2013, le montant des impôts différés actifs non activés relatifs à des déficits reportables s'élève à 0,3 million d'euros.

La variation des impôts différés sur l'exercice peut s'analyser comme suit :

(en milliers d'euros)	IDA	IDP	NET
Solde au 31/12/11 Retraité	14 995	14	14 981
Résultat	54 533	/	54 533
Variation de JV par les capitaux propres	408	(158)	566
Variation de périmètre et autres	25	/	25
Ecart de conversion	/	/	/
annulation ID / Dérivé	(14 140)	/	(14 140)
Compensation ID sur les filiales de l'intégration fiscale	(1 032)	(1 032)	/
Compensation IDA/IDP	1 176	1 176	/
Solde au 31/12/12 Retraité	55 965	/	55 965
Résultat	(6 351)	/	(6 351)
Variation de JV par les capitaux propres	26	649	(623)
Variation de périmètre et autres	(14)	360	(374)
Ecart de conversion	/	/	/
Compensation ID sur les filiales de l'intégration fiscale	(261)	(261)	/
Compensation IDA/IDP	(748)	(748)	/
Solde au 31/12/13	48 617	/	48 617

Note 7 - Engagements hors bilan

Note 7.1 Engagements hors bilan nés des opérations de l'activité courante

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
Créances cédées non échues (effets, Dailly)	/	/	/
Cautions	38 848	42 234	60 239
- Garanties financières (1)	22 551	23 594	26 963
- Autres cautions	16 297	18 640	33 276
Sûretés réelles	/	/	/
- Nantissements d'actifs incorporels et corporels	/	/	/
- Nantissements de titres	/	/	/
Liés à la responsabilité d'associé dans les SCI	/	/	/
TOTAL EHB liés à l'activité courante	38 848	42 234	60 239

(1) Il s'agit de cautions de 27 millions d'euros délivrées à un établissement financier lors de la mise en place des garanties financières accordées par lui selon l'arrêté ministériel du 1er février 1996.

Note 7.2 Engagements hors bilan donnés ou reçus dans le cadre de l'endettement

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
Créances professionnelles cédées	895	418	496
Cautions ou lettres d'intention	10 972	15 349	27 902
Sûretés réelles	9 828	9 828	9 828
Gages et nantissements des actifs incorporels et corporels	9 828	9 828	9 828
Gage et nantissements de titres	/	/	/
Hypothèques	/	/	/
Engagement d'emprunts reçus	34 262	34 132	23 173
TOTAL EHB liés à l'endettement	55 957	59 727	61 399

Dans le cadre de financement d'actifs la société a signé des engagements de non cession des actions qu'elle détient dans les sociétés Sénergies, Séché-Eco-Industries et Mézerolles.

Les engagements d'emprunt au 31 décembre 2013 portent principalement sur le financement des actifs concédés de la DSP de Strasbourg pour un montant d'emprunt de 18,2 millions d'euros, débloqué par tranches amortissables sur la durée résiduelle de la DSP à compter de la livraison, à un taux restant à cristalliser.

Tous les engagements hors bilan ci-dessus mentionnés couvrent des dettes portées au bilan, à l'exception d'une caution de 0,8 million d'euros.

Note 7-3 Autres engagements hors bilan

Un pacte d'actionnaire, conclu le 16 octobre 2006, (portant le numéro d'enregistrement AMF 206C1928) prévoit les principales dispositions suivantes :

- représentation de Caisse des Dépôts au Conseil d'administration de Séché Environnement : Caisse des Dépôts dispose de la faculté de désigner plusieurs membres au Conseil d'administration de Séché Environnement en fonction de sa participation au capital de la Société ;
- gestion des participations des signataires du pacte d'actionnaires ;
- les parties se sont interdit d'acquérir directement ou indirectement des valeurs mobilières émises par la société Séché Environnement si cette acquisition engendrait pour l'un des signataires de déposer un projet d'offre publique visant les actions de Séché Environnement ;
- à l'occasion de tout transfert de titres de Séché Environnement par Joël Séché, la société civile Amarosa et/ou leurs cessionnaires libres à un tiers, dès lors qu'ils détiendraient conjointement moins de 50,1% des droits de vote de la Société, la Caisse des dépôts disposera de la faculté de céder ses titres à ce tiers pour le même prix et dans les mêmes proportions ;
- la Caisse des Dépôts bénéficie de la faculté de participer, à hauteur de sa quote-part dans le capital de Séché Environnement à toute émission de titre de Séché Environnement, à l'exception d'émission de valeurs mobilières dans le cadre d'une opération de croissance externe au profit d'un tiers et qui aurait pour effet de diluer l'ensemble des actionnaires dans les mêmes proportions ;
- règles des co-investissements : aussi longtemps que Caisse des Dépôts détiendra au moins 15% du capital de Séché Environnement, elle bénéficie d'un droit de participer en tant que co-investisseur à tout projet de croissance dont le montant dépasse un certain seuil.

Il est par ailleurs précisé que ce pacte d'actionnaire sera résilié de plein droit dès que :

- la Caisse des Dépôts viendra à détenir moins de 10% du capital de la Société ;
- l'équilibre des participations respectives de Caisse des Dépôts d'une part et de Joël Séché et la société civile Amarosa d'autre part serait significativement modifié de telle sorte que le dépôt d'une offre publique puisse être imposé aux parties.

Un avenant au pacte en date du 25 avril 2007 a été signé, stipulant une durée de 10 ans à compter du 26 avril 2007.

Le présent détail des engagements hors bilan du Groupe n'exclut aucun engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

1.1.6.3.2. Notes sur le tableau de variation des capitaux propres

Note 8 - Composition du capital social

Catégories des titres	Nombre	Valeur nominale
1- Actions composant le capital social au début de l'exercice	8 634 870	0,20€
Augmentation de capital	/	
2- Actions composant le capital social en fin d'exercice	8 634 870	0,20€
<i>Dont actions à droit de vote simple</i>	<i>6 791 280</i>	
<i>Dont actions à droit de vote double</i>	<i>1 843 590</i>	

Note 9 – Primes

Le poste “primes” est composé exclusivement de primes d'émission émises lors de différentes augmentations de capital, nettes d'imputation :

	(en milliers d'euros)
Augmentation de capital du 27/11/1997	11 220
Augmentation de capital du 19/12/1997	112
Augmentation de capital du 01/10/2001 (rémunérant l'apport des titres Alcor)	10 795
Augmentation de capital du 05/07/2002 (rémunérant l'apport des titres Trédi)	192 903
Imputation sur la prime d'émission	(1 578)
Emission de 596 408 bons de souscription d'actions au profit de la Caisse des Dépôts du 12/12/06	10 908
Exercice de bons de souscription d'actions portés par la Caisse des Dépôts le 24/04/2007	74 718
Distribution de dividendes	(8 148)
TOTAL	290 931

Note 10 – Composition des réserves consolidées

	31/12/2011 Retraité	31/12/2012 Retraité	Augment.	Diminut.	31/12/2013
Réserve légale	173	173	/	/	173
Réserves réglementées	/	/	/	/	/
Report à nouveau	150 947	181 445	/	(318 544)	(137 098)
Autres réserves	6 037	6 037	/	/	6 037
Sous-total réserves sociales	157 156	187 655	/	(318 544)	(130 889)
Réserves consolidées (hors écart de conversion)	(116 393)	(147 685)	/	236 798	89 112
TOTAL RESERVES (hors écart de conversion)	40 763	39 970	/	(81 746)	(41 776)
Ecart de conversion	(2 113)	(2 243)	/	(394)	(2 638)
TOTAL RESERVES (yc. écart de conversion)	38 651	37 726	/	(82 140)	(44 414)

Note 11 - Informations sur les actions propres

Dans le cadre des délégations accordées par les Assemblées générales des actionnaires du 7 juin 2013 et 8 juin 2012, le Conseil d'administration a fait procéder sur 2013 à des opérations de rachat d'actions propres dans le cadre d'un contrat de liquidité dont la gestion est confiée à un organisme indépendant. Le mandataire dispose d'un apport initial de 1,4M€ et de 4 862 titres.

Au 31 décembre 2013, le bilan de ces programmes de rachat d'actions est le suivant :

Nombre d'actions auto détenues (1)	62 944
Pourcentage du capital auto détenu	0,73%
Valeur nette comptable des titres auto détenus (€)	1 729 068
Valeur de marché des titres auto détenus au 31/12/13 (€) (2)	1 768 097

(1) y compris actions propres acquises dans le cadre des programmes antérieurs

(2) sur la base du cours de clôture du titre Séché Environnement sur le mois de décembre 2013, soit 28,09 €.

1.1.6.3.3. Notes sur le compte de résultat

Note 12 - Produits des activités ordinaires

Note 12.1 ventilation par nature

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
Chiffre d'affaires	420 564	439 904	469 082
<i>Dont vente de biens</i>	<i>51 604</i>	<i>62 884</i>	<i>66 974</i>
<i>Dont prestations de services</i>	<i>368 960</i>	<i>377 020</i>	<i>402 108</i>
Autres produits de l'activité	6 090	5 247	4 294
Transfert de charges	3 373	2 163	1 469
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	430 027	447 314	474 844

Note 12.2 – ventilation du chiffre d'affaires par typologie de déchets

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
Traitement DD	262 747	263 626	274 924
Traitement DND	157 817	176 279	194 157
<i>Dont CA IFRIC12</i>	<i>1 343</i>	<i>16 906</i>	<i>25 115</i>
TOTAL	420 564	439 904	469 082

Note 13 – Excédent Brut d'Exploitation

Note 13.1 Composition de l'excédent brut d'exploitation

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	430 027	447 314	474 844
Achats consommés	(63 501)	(64 604)	(73 340)
- Achats stockés	(38 932)	(39 518)	(43 528)
- Achats non stockés	(24 568)	(25 086)	(29 812)
Charges externes	(145 052)	(170 426)	(186 065)
- Sous-traitance	(84 478)	(106 747)	(118 390)
- Charges de location	(10 104)	(11 249)	(15 879)
- Entretien et réparation	(18 965)	(19 988)	(20 089)
- Assurances	(4 620)	(4 958)	(5 431)
- Autres charges externes	(26 885)	(27 483)	(26 276)
Impôts et taxes	(31 761)	(34 973)	(35 710)
Charges au titre des avantages de personnel	(93 214)	(98 503)	(101 119)
- Frais de personnel	(89 462)	(96 406)	(99 089)
- Participation et intéressement	(2 502)	(1 588)	(1 537)
- Cotisation IFC	(1 251)	(508)	(492)
- Rémunérations en actions	/	/	/
EXCEDENT BRUT D' EXPLOITATION	96 499	78 808	78 610

Les services extérieurs concernent principalement la sous-traitance (transport, filière Amont, exutoire).

Note 13.2 - Contrats de location simple

(en milliers d'euros)	TOTAL paiements minimaux futurs actualisés (contrats non résiliables)				Charges de l'exercice (contrats non résiliables)	TOTAL paiement sous-loc
	TOTAL	- 1 an	De 1 à 5	+ de 5		
Immobilisations incorporelles	280	42	110	127	42	/
Terrains	3 100	290	1 079	1 732	321	/
Constructions	3 825	776	2 674	376	1 338	/
Installations techniques - outillages industriels	20 418	2 199	7 347	10 872	5 481	/
Matériels de transport	147	59	87	/	224	/
Installations agencements	/	/	/	/	/	/
Matériels et mobiliers de bureau	63	54	9	/	72	/

Note 14 – Résultat opérationnel Courant

Note 14.1 Composition du résultat opérationnel courant

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	96 499	78 808	78 610
Charges de renouvellement des actifs du domaine concédé et charges de réhabilitation des sites de traitement	(6 735)	(8 805)	(10 574)
Autres charges et produits opérationnels	(523)	(992)	(566)
- Autres charges opérationnelles	(651)	(1 132)	(636)
- Autres produits opérationnels	128	140	70
Dotations nettes aux provisions	(856)	630	(2 729)
- Dotations aux provisions	(3 587)	(2 462)	(4 866)
- Reprises de provisions	2 731	3 092	2 137
Dotations nettes aux amortissements	(31 497)	(32 363)	(32 084)
- Dotations aux amortissements	(31 497)	(32 363)	(32 084)
- Reprises d'amortissements	/	/	/
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	56 888	37 278	32 658

Note 14.2 Dotations nettes aux provisions

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
Dotations nettes aux provisions sur site	(514)	(31)	(162)
Dotations nettes sur actif circulant	(265)	26	233
Dotations nettes autres provisions opérationnelles	(78)	636	(2 800)
Total	(856)	630	(2 729)

Les provisions sur site correspondent, à compter du 1^{er} janvier 2013, uniquement aux provisions pour suivi trentenaire. Sur les exercices précédents, ce poste incluait également les provisions pour réhabilitation de site (qui sont désormais constatées sur la ligne « charge de renouvellement des actifs du domaine concédé et charges de réhabilitation des sites de traitement »).

Note 14.3 Dotations nettes aux amortissements

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
Dotations nettes aux immobilisations incorporelles	(826)	(442)	(1 438)
Dotations nettes aux immobilisations corporelles	(30 671)	(31 921)	(30 645)
Total	(31 497)	(32 363)	(32 084)

Note 15 – Résultat opérationnel

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	56 888	37 278	32 658
Réévaluation des immobilisations	/	/	/
Résultat sur cessions d'immobilisations	(609)	325	5
- cessions d'immobilisations incorporelles	(251)	72	/
- cessions d'immobilisations corporelles	(359)	253	(78)
- cessions des titres consolidés	/	/	83
Dépréciation d'actifs	/	(395)	(191)
- sur goodwill	/	/	/
- sur autres immobilisations incorporelles	/	/	/
- sur immobilisations corporelles	/	(395)	(191)
Effet des regroupements d'entreprise	(891)	(1 025)	(413)
Autres	(682)	(7 282)	(255)
RESULTAT OPERATIONNEL	54 706	28 902	31 803

Les sommes enregistrées sur la ligne « Effets des regroupements d'entreprise » correspondent aux sommes engagées pour la concrétisation du regroupement d'entreprise Séché – HIME qui a été abandonné courant 2013 avec la cession de la participation du Groupe dans HIME.

Les sommes enregistrées sur la ligne « Autres » correspondent principalement :

- Au coût du déménagement de l'établissement parisien de Tredi SA (un produit de 0,2M€ en 2013, une charge de 0,2 M€ en 2012, et une charge de 0,7 M€ en 2011) ;
- Au coût de fermeture du site d'Izeaux (charge de - 0,5 M€ en 2013 et - 0,7 M€ en 2012) ;
- En 2012, à la provision constituée au titre du risque fiscal sur la société Valls Quimica.

Note 16 – Résultat financier

Note 16.1 Décomposition du résultat financier

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	14 742	495	514
Coût de l'endettement financier brut	(7 371)	(10 739)	(12 015)
Autres produits et charges financières	1 148	(145 880)	(432)
Total	8 519	(156 124)	(11 933)

Le coût de l'endettement financier brut évolue sous l'effet de l'augmentation du coût de la dette nette des effets de la couverture, du fait des nouvelles conditions de taux mises en place lors du refinancement d'avril 2012 :

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
Passifs financiers au coût amorti	(5 304)	(8 451)	(10 140)
Résultat sur instruments de couverture	(2 067)	(2 288)	(1 875)
COÛT ENDT FINANCIER BRUT	(7 371)	(10 739)	(12 015)

Note 16.2 Détail des autres produits et charges financières

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
Résultat de change	253	(193)	(60)
Résultat net sur cession d'immobilisations financières	1 198	(13)	/
Dépréciations nettes sur actifs financiers	(92)	(145 510)	(379)
Autres produits et charges financières	(212)	(165)	7
Total	1 148	(145 880)	(432)

Les autres produits et charges financières étaient principalement impactés en 2012 par la provision sur les obligations convertibles HIME, pour la part en principal et intérêts cumulés jusqu'au 31 décembre 2011 soit 145,5 M€.

Le résultat de change provient notamment des positions latentes sur les avances du Groupe vers ses filiales à l'international ne répondant pas à la définition d'un investissement net au sens d'IAS21. Le Groupe ne dispose pas à ce jour d'instruments ou de mécanisme de couverture sur son risque de change.

Le résultat net sur cession d'immobilisations financières correspondait, en 2011 aux effets de déconsolidation ou liquidation de société.

Note 17 - impôt

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
Impôt exigible	(16 773)	(504)	(395)
Impôt différé	(2 692)	54 533	(6 352)
Total charge d'impôt	(19 465)	54 029	(6 747)

Le passage de l'impôt théorique au taux en vigueur à la charge d'impôt totale pour l'exercice s'explique par :

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
Impôt théorique au taux en vigueur	(21 768)	45 711	(6 841)
Modification du taux d'impôt applicable à la mère (1)	(2)	11	(7)
Différence de taux d'imposition des filiales	247	(2 400)	177
Actifs d'impôt non constatés	(224)	(405)	(617)
Utilisation de pertes non activées antérieurement	72	385	/
Charges et produits définitivement non taxables	2 210	10 727	541
Charges d'impôt total	(19 465)	54 029	(6 747)

(1)Le taux d'impôt hors contribution sociale sur les bénéfices s'élève à 33,33%. Après application de la contribution sociale sur les bénéfices, le taux d'imposition du Groupe s'élève à 34,43 %.

Dans le cadre du Groupe d'intégration fiscale dont Séché Environnement est la mère, et qui regroupe l'ensemble des sociétés françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95% par Séché Environnement, il a été réalisé une économie d'impôt de 10,9 millions d'euros.

1.1.6.3.4. Gestion des risques financiers

Note 18 – instruments financiers évalués à la juste valeur

Les instruments financiers se répartissent de la façon suivante entre les différents niveaux de juste valeur :

(en milliers d'euros)	2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres disponibles à la vente	/	1 703	3	1 705
Composante obligataire	/	/	/	/
Instruments de couverture	/	/	/	/
Autres actifs financiers évalués à la JV par le résultat	/	/	/	/
Actifs financiers	/	1 703	3	1 705
Dettes financières	/	253 418	/	253 418
Instruments de couverture	/	1 928	/	1 928
Autres passifs financiers évalués à la JV par le résultat	/	/	/	/
Passifs financiers	/	255 346	/	255 346

A titre de comparaison, la répartition de la juste valeur des instruments financiers du Groupe à la clôture des deux exercices précédents se décomposait comme suit :

(en milliers d'euros)	2011 Retraité				2012 Retraité			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres disponibles à la vente	/	2 149	17	2 166	/	1 907	18	1 925
Composante obligataire	/	/	156 376	156 376	/	/	/	/
Instruments de couverture	/	/	/	/	/	/	/	/
Autres actifs financiers évalués à la JV par le résultat	/	/	/	/	/	/	/	/
Actifs financiers	/	2 149	156 393	158 542	/	1 907	18	1 925
Dettes financières	/	216 640	/	216 640	/	246 154	/	246 154
Instruments de couverture	/	3 795	/	3 795	/	4 051	/	4 051
Autres passifs financiers évalués à la JV par le résultat	/	/	/	/	/	/	/	/
Passifs financiers	/	220 435	/	220 435	/	250 205	/	250 205

Titres disponibles à la vente

- Les titres cotés, évalués au cours de bourse à la date de clôture, sont considérés de niveau 1 ;

- Les titres non cotés, dont la juste valeur est déterminable sur la base de données observables, tels que l'évaluation d'expert indépendant, sont considérés de niveau 2 ;
- Les titres non cotés dont la juste valeur est déterminable sur la base de modèle d'évaluation (actualisation de cash flow futurs, multiple, etc.) sont considérés de niveau 3.

Composante obligataire

Au 31 Décembre 2012, la composante obligataire a été intégralement provisionnée. Au 31 décembre 2013, elle a été cédée.

Instruments de couverture

La juste valeur des instruments de couverture utilisés par le Groupe (swap, collar, swaptions, instruments mixtes) est déterminée sur la base de modèle d'évaluation utilisant des données observables (de taux, notamment), et est donc considérée de niveau 2.

Dettes financières

La juste valeur des dettes financières est déterminable sur la base de données observables (de taux), et est considérée de niveau 2.

Note 19 - Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un actif viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Ce risque provient désormais essentiellement des créances clients.

Le Groupe gère son risque de crédit lié aux créances clients par le biais d'une politique active de recouvrement de ses créances dans chacune des filiales françaises du Groupe. Cette politique s'appuie sur un logiciel centralisé permettant des relances formalisées et une information en temps réel des différentes parties prenantes. Une analyse des délais de règlement est également suivie mensuellement et toute dérive induit des actions correctrices.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

A la date de clôture l'exposition maximale au risque de crédit est la suivante :

(en milliers d'euros)	2011 Retraité			2012 Retraité			2013		
	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL
Actifs financiers disponibles à la vente	158 596	/	158 596	1 978	/	1 978	1 755	/	1 755
Prêts et créances financiers au coût amorti	2 465	76	2 541	2 799	131	2 930	3 602	90	3 692
<i>Actifs financiers non courants</i>	<i>161 060</i>	<i>76</i>	<i>161 136</i>	<i>4 778</i>	<i>131</i>	<i>4 909</i>	<i>5 358</i>	<i>90</i>	<i>5 448</i>
Créances clients et autres débiteurs	1 291	114 683	115 974	2 105	126 540	128 645	1 501	133 821	135 322
Autres actifs courants (yc. créances IS)	/	20 268	20 268	677	34 547	35 224	/	27 262	27 262
<i>Prêts et créances au coût amorti</i>	<i>1 291</i>	<i>134 952</i>	<i>136 243</i>	<i>2 782</i>	<i>161 088</i>	<i>163 870</i>	<i>1 501</i>	<i>161 083</i>	<i>162 584</i>
Instruments de couverture actifs	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Autres instruments à la JV par le résultat	/	/	/	/	/	/	/	/	/
<i>Actifs financiers à la JV par le résultat</i>	<i>/</i>	<i>/</i>	<i>/</i>	<i>/</i>	<i>/</i>	<i>/</i>	<i>/</i>	<i>/</i>	<i>/</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	/	24 145	24 145	/	22 597	22 597	/	28 032	28 032
Total Actifs financiers	162 351	159 173	321 523	7 560	183 815	191 375	6 859	189 205	196 064
Composante dérivée des OCA	26 929	/	26 929	/	/	/	/	/	/
TOTAL	189 280	159 173	348 452	7 560	183 815	191 375	6 859	189 205	196 064

Les produits, charges, profits ou pertes de valeur constatés en 2013 dans les états financiers au titre de ces actifs financiers correspondent quasi exclusivement aux produits liés à la gestion des valeurs mobilières de placement.

Note 20 - Exposition au risque de contrepartie

Le risque de contrepartie correspond à la perte que le Groupe pourrait supporter en cas de défaillance des contreparties à leurs obligations contractuelles. Il porte sur les prêts et créances au coût amorti (de nature financière ou opérationnelle) et sur les placements des excédents de trésorerie.

La balance âgée des prêts et créances au coût amorti se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	2013				
	Valeur nette (C et NC)	Dont non échu	Dont échu		
			0-6 mois	6 mois-1 an	Plus d'un an
Prêts et créances financières au coût amorti	3 692	3 692	/	/	/
Clients et autres débiteurs	135 322	105 137	25 238	4 427	430
Autres actifs	27 262	26 621	/	/	641
TOTAL	166 277	135 450	25 238	4 427	1 071

La balance âgée des prêts et des créances au coût amorti à la clôture des deux exercices précédents se décomposait comme suit :

(en milliers d'euros)	2012 Retraité				
	Valeur nette (C et NC)	Dont non échu	Dont échu		
			0-6 mois	6 mois-1 an	Plus d'un an
Prêts et créances financières au coût amorti	2 930	2 930	/	/	/
Clients et autres débiteurs	128 645	103 885	23 498	676	586
Autres actifs	35 225	34 605	4	24	592
TOTAL	166 800	141 420	23 501	700	1 179
(en milliers d'euros)	2011 Retraité				
	Valeur nette (C et NC)	Dont non échu	Dont échu		
			0-6 mois	6 mois-1 an	Plus d'un an
Prêts et créances financières au coût amorti	2 540	2 540	/	/	/
Clients et autres débiteurs	115 974	94 661	20 410	492	411
Autres actifs	20 268	18 923	391	10	944
TOTAL	138 782	116 124	20 801	502	1 355

Le Groupe estime n'être exposé à aucun risque significatif en terme contrepartie.

Note 21 – Exposition au risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance.

Il assure une gestion centralisée des financements. Un reporting de trésorerie est mis en place, permettant une vision glissante des besoins court, moyen et long terme du Groupe en termes de financement. La quasi-intégralité du financement est assurée de façon centralisée et l'équilibre des sources de financement (marché des capitaux, marché bancaire) est également piloté de façon centralisée.

Au 31 décembre 2013, les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de trésor contractuel	- 1 an	De 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Dettes auprès des établissements de crédit	239 284	279 683	33 171	181 996	64 516
Dettes de location financement	12 124	12 741	5 415	6 456	870
Autres dettes financières	1 504	1 504	905	565	34
Concours bancaires courants	505	505	505	/	/
Dettes fournisseurs et autres créditeurs (yc dettes IS)	163 539	163 539	160 628	2 911	/
Passif de renouvellement	11 078	11 078	11 078	/	/
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON DERIVES	428 035	469 050	211 702	191 928	65 420
Instrument de couverture	1 928	1 928	155	1 773	/
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DERIVES	1 928	1 928	155	1 773	/

A titre de comparaison, les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysaient de la façon suivante en 2012 et 2011:

(en milliers d'euros) – 31 décembre 2012 Retraité	Valeur comptable	Flux de trésor contractuel	- 1 an	De 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Dettes auprès des établissements de crédit	228 066	296 369	29 562	190 877	75 930
Dettes de location financement	15 896	16 568	5 373	9 652	1 544
Autres dettes financières	1 658	1 658	640	251	767
Concours bancaires courants	534	534	534	/	/
Dettes fournisseurs et autres créditeurs (yc dettes IS)	152 624	152 624	152 435	189	/
Passif de renouvellement	10 591	10 591	10 591	/	/
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON DERIVES	409 369	478 344	199 135	200 969	78 241
Instruments de couverture	4 051	4 051	744	3 307	/
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DERIVES	4 051	4 051	744	3 307	/

(en milliers d'euros) – 31 décembre 2011 Retraité	Valeur comptable	Flux de trésor contractuel	- 1 an	De 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Dettes auprès des établissements de crédit	197 636	203 099	169 308	25 160	8 631
Dettes de location financement	17 265	18 520	5 167	11 524	1 829
Autres dettes financières	1 057	1 057	49	250	758
Concours bancaires courants	681	681	681	/	/
Dettes fournisseurs et autres créditeurs (yc dettes IS)	135 317	135 317	135 066	251	/
Passif de renouvellement	9 101	9 101	9 101	/	/
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON DERIVES	361 058	367 775	319 372	37 185	11 218
Instruments de couverture	3 795	3 795	304	3 491	/
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DERIVES	3 795	3 795	304	3 491	/

La convention de crédit bancaire du Groupe signée le 12 avril 2012 est assortie d'un engagement de respect de deux ratios financiers calculés sur la base des comptes consolidés du Groupe. Le respect de ces ratios financiers est apprécié deux fois par an sur une base annuelle pour les périodes closes au 31 décembre et au 30 juin.

Le non-respect de ces ratios est un cas de défaut qui rend exigible à la majorité des prêteurs le total des engagements dus.

Les ratios à respecter sont les suivants :

RATIOS	ENGAGEMENT
Dettes financières nettes / Fonds propres	<1,1
Dettes financières nettes / Excédent brut d'exploitation	<3

Etant entendu que, sur une base consolidée :

- les dettes financières nettes désignent le montant agrégé de l'endettement financier tel que figurant dans les comptes consolidés de Séché Environnement sous la rubrique « Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit ou assimilés » et

diminué des disponibilités et des valeurs mobilières de placement telles que figurant dans les comptes consolidés de Séché Environnement à l'exception des financements sans recours. Les financements sans recours désignent tout financement contracté pour financer l'acquisition, le déficit, l'exploitation, l'entretien ou la maintenance d'un actif ou projet et au titre duquel la personne à qui cette dette est due n'a aucun recours à l'encontre d'aucun membre du Groupe Séché pour le paiement de toute somme relative à ce financement et dont le remboursement résulte essentiellement de flux financiers correspondant aux fruits et produits de l'actif ou projet en question ;

- les fonds propres désignent le total des capitaux propres (part du Groupe) à l'exception de la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie concernant HIME ;
- l'Excédent Brut d'Exploitation désigne le résultat d'exploitation consolidé avant déduction de l'ensemble des dotations nettes aux amortissements et provisions et des autres produits et charges d'exploitation à l'exclusion, le cas échéant, de l'EBITDA du Groupe HIME-SAUR.

Au 31 décembre 2013, le Groupe présente un gearing bancaire de 0,71 et un debt to earning bancaire de 2,85. Il respecte l'ensemble de ces ratios.

Note 22 – Exposition au risque de taux d'intérêt

La dette corporate portée par Séché Environnement, avant toute mesure de couverture, est à taux variable.

Afin de se protéger contre une hausse des taux d'intérêt et d'optimiser le coût de son endettement, le Groupe a recours à des instruments de couverture. La convention de crédit impose une couverture de 50% minimum sur une durée de 3 ans. Les instruments utilisés sont des swaps, des cap, des floor et des collar. Leur utilisation est directement gérée par la Direction financière du Groupe.

Le risque de taux est analysé à partir de projections de l'évolution de l'endettement financier sur la convention de crédit et sur l'échéancier des couvertures de taux :

- une variation à la baisse de 50 points de base des taux d'intérêt induirait un impact positif sur les capitaux propres de 2,6 millions d'euros.
- Une variation instantanée à la hausse de 1% des taux d'intérêt aurait un impact négatif de 0,8 million d'euros sur les charges financières du Groupe en 2013, sur la base de son endettement au 31 décembre et de son profil de remboursement à cette date.

Note 23 – Exposition au risque de change

Le risque de change auquel le Groupe est exposé provient :

- De la conversion à son bilan et à son compte de résultat des contributions des filiales étrangères hors zone euro. Ce risque est toutefois de plus en plus limité du fait de l'effort constant de recentrage du Groupe sur ses activités européennes en zone euro ;
- Du financement, par endettement bancaire libellé quasi exclusivement en euros, des investissements de ses filiales étrangères réalisés en monnaie locale (pour les filiales non considérées comme des investissements long terme à l'étranger).

L'évolution du résultat de change se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
Résultat de change zone Europe	207	(23)	33
Résultat de change zone Amériques	46	(169)	(93)
TOTAL	253	(193)	(60)

A ce jour, ce risque ne fait pas l'objet d'une couverture spécifique au niveau du Groupe.

1.1.6.3.5. Co-entreprises – intégration proportionnelle

Depuis le 1^{er} janvier 2013, la société SOGAD (seule société intégrée dans le périmètre proportionnellement), en application anticipée d'IFRS10 et 11, est désormais intégrée par mise en équivalence. Depuis cette date le groupe n'intègre aucune entreprise selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

1.1.6.3.6. Ventilation par zone géographique

Note 24 – Produits des activités ordinaires par Zone géographique

(en milliers d'euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
France	408 752	423 048	453 252
Europe (hors France)	19 756	19 268	18 570
hors Europe	1 520	4 998	3 021
TOTAL PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	430 027	447 314	474 844

Note 25 – Actifs non courants par zone géographique

Au 31 décembre 2013

(en milliers d'euros)	France	Zone europe (hors France)	Hors Europe	TOTAL
Goodwill	222 906	4 699	/	227 604
Autres immobilisations incorporelles	54 946	2	/	54 948
Immobilisations corporelles	161 537	2 807	581	164 925
Actifs financiers non courants	5 043	315	/	5 358
Participation dans les entreprises associées	753	/	/	753
Autres actifs opérationnels non courants	1 501	/	/	1 501
IDA	46 793	1 824	/	48 617
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	493 479	9 647	581	503 707

Au 31 décembre 2012 Retraité

(en milliers d'euros)	France	Zone europe (hors France)	Hors Europe	TOTAL
Goodwill	223 451	4 699	/	228 150
Autres immobilisations incorporelles	25 674	18	/	25 692
Immobilisations corporelles	165 317	2 939	626	168 882
Actifs financiers non courants	4 462	315	/	4 778
Participation dans les entreprises associées	434	/	/	434
Autres actifs opérationnels non courants	2 105	/	/	2 105
Créance d'IS non courante	677	/	/	677
IDA	53 586	2 379	/	55 965
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	475 707	10 350	626	486 683

Au 31 décembre 2011 Retraité

(en milliers d'euros)	France	Zone europe (hors France)	Hors Europe	TOTAL
Goodwill	208 176	4 699	/	212 875
Autres immobilisations incorporelles	8 933	36	/	8 969
Immobilisations corporelles	163 960	2 894	642	167 496
Actifs financiers non courants	160 683	314	63	161 060
Participation dans les entreprises associées	552	/	/	552
Autres actifs opérationnels non courants	1 291	/	/	1 291
IDA	14 396	599	/	14 995
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	557 991	8 542	705	567 238

1.1.6.3.7. Résultats par action

Le résultat par action présenté en pied de compte de résultat correspond au rapport entre d'une part le résultat attribuable aux actionnaires de la société mère et d'autre part le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital social de la Société mère en circulation au cours de l'exercice, soit 8 575 296 actions.

Le Groupe ne disposant pas d'instruments dilutifs, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

1.1.6.3.8. Dividendes

Sur l'exercice 2013, Sêché Environnement a procédé à la distribution de dividendes pour un montant de 8 203 126,5 € euros, représentant un dividende par action de 0,95 € sans distinction du type d'action. Il est rappelé que les dividendes portant sur les actions propres, soit 55 116,15 € ont été comptabilisés en prime d'émission.

Le Conseil d'administration du 28 février 2014 a décidé de proposer à la prochaine Assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 8 203 126,5 euros, soit un dividende par action de 0,95 euro.

1.1.6.3.9. Transactions avec des parties liées

Les parties liées vis-à-vis desquelles le Groupe entretient des relations sont :

- les filiales non consolidées du Groupe, les entreprises associées : le Groupe n'entretient aucune relation significative avec ces parties liées ;
- les membres du Conseil d'administration et les membres du Comité de direction : leurs rémunérations (et avantages de toute nature) sont présentées dans le paragraphe suivant.

1.1.6.3.10. Rémunération des dirigeants

Les rémunérations des dirigeants et des dirigeants administrateurs se décomposent de la façon suivante :

(en euros)	2011 Retraité	2012 Retraité	2013
Avantages à court terme	1 904 684	1 918 381	1 932 500
Avantages postérieurs à l'emploi	/	/	/
Paiements sur base d'actions	/	/	/
Total	1 904 684	1 918 381	1 932 500

1.1.6.3.11. Evènements postérieurs à la clôture

Nous n'avons pas eu connaissance de faits postérieurs à la clôture et susceptibles d'avoir une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel postérieur à la clôture susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence

significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe.

1.1.6.3.12. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe sont les suivants :

en milliers d'euros	KPMG		ACOREX	
	2012 Retraité	2013	2012 Retraité	2013
Mission d'audit				
<u>Commissariats aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</u>				
- Séché Environnement	101	108	98	100
- Filiales intégrées globalement	240	222	170	183
<u>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes</u>				
- Séché Environnement				
- Filiales intégrées globalement	2	2	/	/
Sous total 1	342	332	268	283
<u>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</u>				
- Juridique, fiscal et social	/	/	/	/
- Autres	/	/	/	/
Sous total 2	/	/	/	/
TOTAL	342	332	268	283

1.1.6.3.13. Passage comptes publiés – comptes retraités

ANNEE 2011 (en milliers d'euros)	31/12/2011 Publié	IFRS 5 – activités abandonnées	Reclassement des provisions réhabilitation	31/12/2011 Retraité
Goodwill	212 875			212 875
Actif incorporel du domaine concédé	2 055			2 055
Autres immobilisations incorporelles	6 914			6 914
Immobilisations corporelles	170 385	(2 889)		167 496
Participations dans les entreprises associées	552			552
Actifs financiers non courants	161 061	(1)		161 060
Instruments de couverture actifs non courants	/			/
Autres actifs non courants	1 291			1 291
Créance d'IS non courante	/			/
Impôts différés actifs	14 995			14 995
ACTIFS NON COURANTS	570 128	(2 890)	/	567 238
Stocks	9 737	(5)		9 732
Clients et autres débiteurs	116 288	(1 605)		114 683
Créances d'IS	2 572			2 572
Actifs financiers courants	76			76
Instruments de couverture actifs courants	/			/
Autres actifs courants	17 738	(42)		17 696
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24 686	(541)		24 145
ACTIFS COURANTS	171 097	(2 193)	/	168 905
Actifs destinés à être cédés		5 123		5 123
TOTAL ACTIFS	741 225	41	/	741 266
Capital	1 727			1 727
Prime d'émission	299 079			299 079
Réserves	38 651			38 651
Résultat (Part du groupe)	15 856			15 856
Capitaux propres (Part du Groupe)	355 312	/	/	355 312
Intérêts des participations ne donnant pas le contrôle	781			781
TOTAL CAPITAUX PROPRES	356 093	/	/	356 093
Autres fonds propres	/			/
Dettes financières non courantes	43 740			43 740
Instruments de couverture passifs non courants	3 491			3 491
Avantages du personnel	192			192
Impôt différé passif	14			14
Autres provisions non courantes	3 270	(20)		3 250
Autres passifs non courants	251			251
PASSIFS NON COURANTS	50 958	(20)	/	50 938
Dettes financières courantes	172 899			172 899
Instruments de couverture passifs courants	304			304
Provisions courantes	24 917	(103)	(8 931)	15 883
Impôt exigible	218			218
Autres passifs courants	135 835	(817)	8 931	143 950
PASSIFS COURANTS	334 174	(920)	/	333 255
Passifs destinés à la vente		980		980
TOTAL PASSIFS	741 225	41	/	741 266

ANNEE 2011	2011 Publié	IFRS 5 – activités abandonnées	Reclassement prov/ réhab	2011 Retraité
(en milliers d'euros)				
Chiffre d'affaires	424 158	(3 594)		420 564
Autres produits de l'activité	6 090			6 090
Transfert de charges	3 373			3 373
Achats consommés	(63 622)	121		(63 501)
Charges externes	(147 252)	2 199		(145 052)
Impôts et taxes	(31 803)	42		(31 761)
Charges au titre des avantages du personnel	(93 507)	293		(93 214)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	97 438	(939)	/	96 499
Charges de réhabilitation/entretien site actifs concédés	(7 525)		790	(6 735)
Autres charges opérationnelles nettes	(535)	12		(523)
Dotations nettes aux provisions	22	(88)	(790)	(856)
Dotations nettes aux amortissements	(32 038)	541		(31 497)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	57 362	(474)	/	56 888
Résultat sur cession d'immobilisations	(609)			(609)
Dépréciation des actifs	/			/
Effet des variations de périmètre	(891)			(891)
Autres produits et charges opérationnels	(682)			(682)
RESULTAT OPERATIONNEL	55 180	(474)	/	54 706
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	14 705	37		14 742
Coût de l'endettement financier brut	(7 371)			(7 371)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	7 334	37	/	7 371
Autres produits financiers	8 765	(26)		8 739
Autres charges financières	(7 781)	190		(7 591)
RESULTAT FINANCIER	8 318	201	/	8 519
Impôts sur les résultats	(19 489)	24		(19 465)
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	44 010	(250)	/	43 760
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(28 326)			(28 326)
Résultat net avant résultat des activités abandonnées	15 684	(250)	/	15 434
Résultat des activités abandonnées		250	/	250
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	15 684	/	/	15 683
<i>Dont Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>(172)</i>			<i>(172)</i>
<i>Dont part des propriétaires de la société mère</i>	<i>15 856</i>			<i>15 856</i>
Résultat net par action	1,85€			1,85€
Résultat net dilué par action	1,85€			1,85€

ANNEE 2011	2011 Publié	IFRS 5 – activités abandonnées	Reclassement des provisions réhabilitation	2011 Retraité
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	44 010	(250)		43 760
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et/ou non liés à l'activité :</i>				
- Amortissements et provisions	22 726	(543)	867	23 050
- Plus-values de cessions	7 404			7 404
- Impôts différés	2 692			2 692
- Autres produits et charges calculés	434	(228)		206
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	77 267	(1 021)	867	77 112
Impôt Société	16 796	(23)		16 773
Coût de l'endettement financier brut net des placements long terme	(7 289)	(37)		(7 326)
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT avant impôts et frais financiers	86 774	(1 081)	867	86 560
Variation du besoin en fonds de roulement	11 338	134	(867)	10 605
Impôts décaissés	(23 584)	24		(23 560)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR LES ACTIVITES OPERATIONNELLES	74 529	(923)	/	73 605
Investissements corporels et incorporels	(51 754)	843		(50 911)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 607			1 607
Décaissements sur investissements financiers	(427)			(427)
Encaissements sur investissements financiers	336	(1)		335
Trésorerie nette sur acquisitions de filiales	(224)			(224)
Trésorerie nette sur cessions de filiales	/			/
FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(50 462)	843	/	(49 619)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(11 145)			(11 145)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(1)			(1)
Augmentations de capital en numéraire	/			/
Mouvements sur actions propres	(333)			(333)
Variation des autres fonds propres	2			2
Emissions d'emprunts	21 643			21 643
Remboursements d'emprunts	(46 066)			(46 066)
Intérêts décaissés	(6 891)	37		(6 854)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(42 793)	37	/	(42 755)
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES POURSUIVIES	(18 725)	(44)	/	(18 770)
FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES ABANDONNEES		44	/	44
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE	(18 725)	/	/	(18 725)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	42 849			42 849
<i>Dont Trésorerie à l'ouverture des activités poursuivies</i>	<i>42 849</i>	<i>(567)</i>		<i>42 282</i>
<i>Dont Trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées</i>		<i>567</i>		<i>567</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	24 005			24 005
<i>Dont Trésorerie à la clôture des activités poursuivies(1)</i>	<i>24 005</i>	<i>(541)</i>		<i>23 464</i>
<i>Dont Trésorerie à la clôture des activités abandonnées</i>		<i>541</i>		<i>541</i>
Incidence des variations de cours des devises	(118)			(118)
<i>Dont variation des taux de change des activités poursuivies</i>	<i>(118)</i>	<i>71</i>		<i>(47)</i>
<i>Dont Variation des taux de change des activités abandonnées</i>		<i>(71)</i>		<i>(71)</i>
(1) dont :				
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie active</i>	<i>24 686</i>			<i>24 145</i>
<i>Concours bancaires courants (dettes financières courantes)</i>	<i>(681)</i>			<i>(681)</i>

ANNEE 2012 (en milliers d'euros)	31/12/2012 Publié	IFRS 5 – activités abandonnées	Reclassement des provisions réhabilitation	31/12/2012 Retraité
Goodwill	228 150			228 150
Actif incorporel du domaine concédé	19 212			19 212
Autres immobilisations incorporelles	6 492	(12)		6 480
Immobilisations corporelles	171 747	(2 865)		168 882
Participations dans les entreprises associées	434			434
Actifs financiers non courants	4 786	(9)		4 778
Instruments de couverture actifs non courants	/			/
Autres actifs non courants	2 105			2 105
Créance d'IS non courante	677			677
Impôts différés actifs	55 965			55 965
<i>ACTIFS NON COURANTS</i>	<i>489 570</i>	<i>(2 886)</i>		<i>486 683</i>
Stocks	10 507	(5)		10 502
Clients et autres débiteurs	127 204	(663)		126 540
Créances d'IS	12 593			12 593
Actifs financiers courants	131			131
Instruments de couverture actifs courants	/			/
Autres actifs courants	21 997	(42)		21 954
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 050	(453)		22 597
<i>ACTIFS COURANTS</i>	<i>195 482</i>	<i>(1 164)</i>		<i>194 318</i>
Actifs destinés à être cédés		4 111		4 111
TOTAL ACTIFS	685 051	60		685 111
Capital	1 727			1 727
Prime d'émission	299 079			299 079
Réserves	37 726			37 726
Résultat (Part du groupe)	(82 377)			(82 377)
Capitaux propres (Part du Groupe)	256 155			256 155
Intérêts des participations ne donnant pas le contrôle	378			378
<i>TOTAL CAPITAUX PROPRES</i>	<i>256 532</i>			<i>256 532</i>
Autres fonds propres	31			31
Dettes financières non courantes	218 154			218 154
Instruments de couverture passifs non courants	3 307			3 307
Avantages du personnel	809			809
Impôt différé passif	11	(11)		/
Autres provisions non courantes	3 988	(27)		3 961
Autres passifs non courants	189			189
<i>PASSIFS NON COURANTS</i>	<i>226 458</i>	<i>(38)</i>		<i>226 420</i>
Dettes financières courantes	28 000			28 000
Instruments de couverture passifs courants	744			744
Provisions courantes	20 416	(188)	(10 355)	9 872
Impôt exigible	904			904
Autres passifs courants	151 967	(200)	10 355	162 123
<i>PASSIFS COURANTS</i>	<i>202 031</i>	<i>(388)</i>	<i>/</i>	<i>201 643</i>
Passifs destinés à la vente		486	/	486
TOTAL PASSIFS	685 051	60	/	685 111

ANNEE 2012	2012 Publié	IFRS 5 – activités abandonnées	Reclassement prov/ réhab	2012 Retraité
(en milliers d'euros)				
Chiffre d'affaires	441 881	(1 977)		439 904
Autres produits de l'activité	5 247			5 247
Transfert de charges	2 164	(1)		2 163
Achats consommés	(64 957)	353		(64 604)
Charges externes	(170 919)	493		(170 426)
Impôts et taxes	(35 019)	46		(34 973)
Charges au titre des avantages du personnel	(98 804)	301		(98 503)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	79 592	(784)	/	78 808
Charges de réhabilitation/entretien site actifs concédés	(8 594)	117	(328)	(8 805)
Autres charges opérationnelles nettes	(995)	3		(992)
Dotations nettes aux provisions	196	106	328	630
Dotations nettes aux amortissements	(32 944)	581		(32 363)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	37 255	24	/	37 278
Résultat sur cession d'immobilisations	325			325
Dépréciation des actifs	(395)			(395)
Effet des variations de périmètre	(1 025)			(1 025)
Autres produits et charges opérationnels	(7 282)			(7 282)
RESULTAT OPERATIONNEL	28 878	24	/	28 902
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	438	57		495
Coût de l'endettement financier brut	(10 739)			(10 739)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(10 301)	57	/	(10 244)
Autres produits financiers	639	(137)		502
Autres charges financières	(146 390)	8		(146 382)
RESULTAT FINANCIER	(156 052)	(71)	/	(156 124)
Impôts sur les résultats	54 007	22		54 029
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	(73 167)	(26)	/	(73 193)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(9 606)			(9 606)
Résultat net avant résultat des activités abandonnées	(82 773)	(26)	/	(82 799)
Résultat des activités abandonnées		26		26
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	(82 773)	/	/	(82 773)
<i>Dont Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>(396)</i>			<i>(396)</i>
<i>Dont part des propriétaires de la société mère</i>	<i>(82 377)</i>			<i>(82 377)</i>
Résultat net par action	(9,61€)			(9,61€)
Résultat net dilué par action	(9,61€)			(9,61€)

ANNEE 2012	2012 Publié	IFRS 5 – activités abandonnées	Reclassement des provisions réhabilitation	2012 Retraité
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	(73 167)	(26)	/	(73 193)
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et/ou non liés à l'activité :</i>				
- Amortissements et provisions	200 992	(587)	(756)	199 649
- Plus-values de cessions	(313)			(313)
- Impôts différés	(54 522)	(11)		(54 533)
- Autres produits et charges calculés	(113)	142		30
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	72 878	(482)	(756)	71 640
Impôt Société	514	(10)		504
Coût de l'endettement financier brut net des placements long terme	(5 345)	(57)		(5 402)
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT avant impôts et frais financiers	68 048	(549)	(756)	66 743
Variation du besoin en fonds de roulement	(4 878)	256	756	(3 866)
Impôts décaissés	(10 579)	10		(10 569)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR LES ACTIVITES OPERATIONNELLES	52 590	(283)	/	52 307
Investissements corporels et incorporels	(43 934)	348		(43 586)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2 648			2 648
Décaissements sur investissements financiers	(784)	8		(776)
Encaissements sur investissements financiers	101			101
Trésorerie nette sur acquisitions de filiales	(16 319)			(16 319)
Trésorerie nette sur cessions de filiales	/			/
FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(58 289)	356	/	(57 933)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(11 140)			(11 140)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(10)			(10)
Augmentations de capital en numéraire	/			/
Mouvements sur actions propres	6			6
Variation des autres fonds propres	31			31
Emissions d'emprunts	206 563			206 563
Remboursements d'emprunts	(176 141)			(176 141)
Intérêts décaissés	(15 042)	57		(14 986)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	4 265	57		4 322
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES POURSUIVIES	(1 433)	129		(1 303)
FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES ABANDONNEES		(129)		(129)
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE	(1 433)	/		(1 433)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	24 005			24 005
<i>Dont Trésorerie à l'ouverture des activités poursuivies</i>	<i>24 005</i>	<i>(541)</i>		<i>23 464</i>
<i>Dont Trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées</i>		<i>541</i>		<i>541</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	22 516			22 516
<i>Dont Trésorerie à la clôture des activités poursuivies(1)</i>	<i>22 516</i>	<i>(454)</i>		<i>22 062</i>
<i>Dont Trésorerie à la clôture des activités abandonnées</i>		<i>454</i>		<i>454</i>
Incidence des variations de cours des devises	(56)			(56)
<i>Dont variation des taux de change des activités poursuivies</i>	<i>(56)</i>	<i>(42)</i>		<i>(99)</i>
<i>Dont Variation des taux de change des activités abandonnées</i>		<i>42</i>		<i>42</i>
(1) dont :				
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie active</i>	<i>23 050</i>			<i>22 597</i>
<i>Concours bancaires courants (dettes financières courantes)</i>	<i>(534)</i>			<i>(534)</i>

1.1.6.3.14. Activités abandonnées

Conformément aux dispositions d'IFRS5.33, est présenté ci-dessous le détail du résultat et des flux des activités abandonnées :

Compte de résultat	2011	2012	2013
(en milliers d'euros)			
Chiffre d'affaires	3 665	2 316	297
Autres produits de l'activité			
Transfert de charges		/	/
Achats consommés	(122)	(354)	(220)
Charges externes	(2 270)	(832)	(821)
Impôts et taxes	(42)	(46)	(73)
Charges au titre des avantages du personnel	(292)	(301)	(275)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	939	784	(1 091)
Charges de réhabilitation/entretien site actifs concédés	76	(195)	(14)
Autres charges opérationnelles nettes	(12)	(3)	(18)
Dotations nettes aux provisions	12	(28)	(2 434)
Dotations nettes aux amortissements	(541)	(581)	(248)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	474	(24)	(3 806)
Résultat sur cession d'immobilisations	/	/	16
Dépréciation des actifs	/	/	/
Effet des variations de périmètre	/	/	/
Autres produits et charges opérationnels	/	/	/
RESULTAT OPERATIONNEL	474	(24)	(3 789)
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	(37)	(57)	(45)
Coût de l'endettement financier brut			
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(37)	(57)	(45)
Autres produits financiers	26	137	16
Autres charges financières	(190)	(8)	(24)
RESULTAT FINANCIER	(201)	71	(53)
Impôts sur les résultats	(24)	(22)	(12)
Résultat net des activités abandonnées	250	26	(3 855)

Tableau de flux	2011	2012	2013
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	250	26	(3 855)
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et/ou non liés à l'activité :</i>			
- Amortissements et provisions	543	587	2 718
- Plus-values de cessions	/	/	(17)
- Impôts différés	/	11	/
- Autres produits et charges calculés	228	(143)	16
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	1 021	482	(1 136)
Impôt Société	23	10	12
Coût de l'endettement financier brut net des placements long terme	37	57	45
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT avant impôts et frais financiers	1 081	549	(1 079)
Variation du besoin en fonds de roulement	(148)	(244)	884
Impôts décaissés	(24)	(10)	(12)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR LES ACTIVITES OPERATIONNELLES	910	294	(208)
Investissements corporels et incorporels	(843)	(348)	(74)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	/	/	34
Décaissements sur investissements financiers	/	(8)	/
Encaissements sur investissements financiers	1	/	7
Trésorerie nette sur acquisitions de filiales	/	/	/
Trésorerie nette sur cessions de filiales	/	/	/
FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(843)	(356)	(33)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	/	/	/
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	/	/	/
Augmentations de capital en numéraire	/	/	/
Mouvements sur actions propres	/	/	/
Variation des autres fonds propres	/	/	/
Emissions d'emprunts	/	/	/
Remboursements d'emprunts	/	/	/
Intérêts décaissés	(22)	(68)	/
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(22)	(68)	/
FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES ABANDONNEES	44	(130)	(241)

